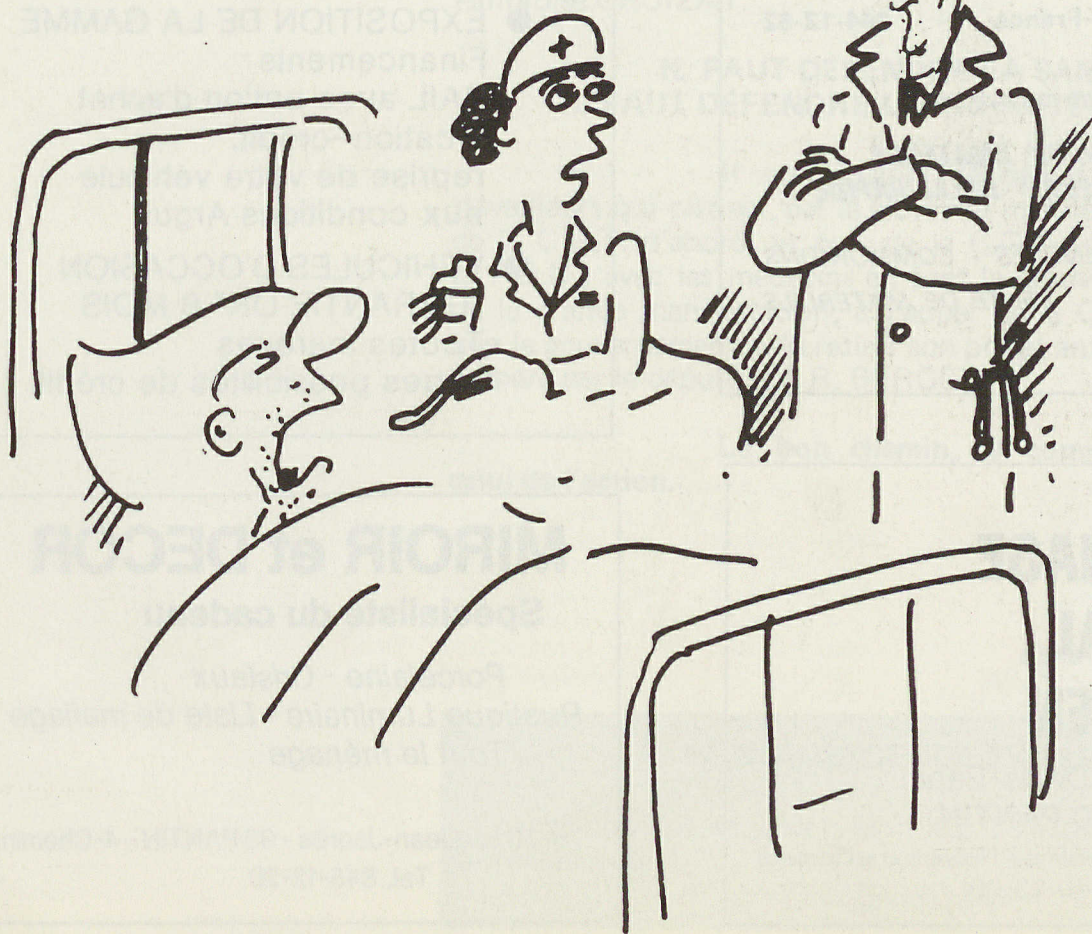


LA SANTÉ EN DANGER

LE RÈGLEMENT INTERDIT DE
GASPILLER LES MÉDICAMENTS
AVEC DES MOURANTS!

JE LES AI
ACHETÉS DE MA
POCHE.

S'IL EST ENCORE
VIVANT DEMAIN.
JE FERAIS UN
RAPPORT SUR
VOUS!



ENSEMBLE A PANTIN

BULLETIN MUNICIPAL - JUIN 1980 -



forclum

société de force et lumière électriques

CENTRE D'AFFAIRES PARIS NORD
Bâtiment «Ampère n° 1», 93153 LE BLANC-MESNIL - Tél. 865-42-41

DIRECTION REGIONALE DE SAINT-DENIS
2, rue Gabriel-Péri - Tél. : 821-61-90

TOUTES INSTALLATIONS ELECTRIQUES TOUTES PUISSANCES
CHAUFFAGE - CLIMATISATION - ENERGIE SOLAIRE

Equipement d'usines, de centrales et de poste de transformation - Immeubles de bureaux et d'habitation - Hôpitaux, universités, équipements sportifs - Eclairage public, réseaux de distribution - Tableaux, contrôle, régulation - Automatismes, télécommande - Bases vie

A PANTIN

LABO-PANTIN

32, rue du Pré-Saint-Gervais - 845-74-48

ET LE

STUDIO DES LIMITES

4, avenue Anatole-France - 844-12-62

Sont à votre service pour :

**TOUS TRAVAUX AMATEURS
NOIR ET COULEUR - DELAI RAPIDE**

REPORTAGES - IDENTITES - COMMUNIONS
MARIAGES - VENTE DE MATERIELS

**REGIE NATIONALE
DES USINES**

RENAULT



AUBERVILLIERS

16, av. de la République
352-21-05

19, av. de la République
834-26-80

PANTIN
13, av. du Gal.
Leclerc

843-61-60

- EXPOSITION DE LA GAMME
Financements :
BAIL avec option d'achat
location-crédit,
reprise de votre véhicule
aux conditions Argus
- VÉHICULES D'OCCASION
"GARANTIE OR" 6 MOIS
Toutes marques
larges possibilités de crédit.

**GARDIENNAGE
REGIONAL
PARISIEN**

16, rue Denis-Papin
93500 PANTIN

Entreprise de Sécurité Générale pour l'Industrie et le Commerce
☎ 840-23-00

MIROIR et DECOR
Spécialiste du cadeau

Porcelaine - Cristaux
Rustique Luminaire - Liste de mariage
Tout le ménage

76-78, av. Jean-Jaurès - 93 PANTIN - 4-Chemins
Tél. 845-12-20

Editorial

DÉFENDRE LA SANTÉ

Le gouvernement s'attaque à la santé : c'est tout simplement un nouvel élément de sa politique d'austérité. Austérité qui frappe durement les plus pauvres et tous ceux qui vivent de leur travail. Austérité qui profite largement aux milliardaires.

Il est important, me semble-t-il, de bien situer les attaques contre la santé dans ce contexte d'ensemble de la politique gouvernementale. Il apparaît en effet de plus en plus clairement que l'on assiste simultanément au développement du chômage, à la casse des usines, à la hausse des prix, à l'aggravation de la misère qui frappe de plus en plus de foyers, aux attaques contre l'école, aux atteintes aux libertés politiques et syndicales, dont le projet Peyrefitte est un nouveau révélateur aux attaques contre la santé ...

En fait, atteintes aux conditions de vie et atteintes aux libertés vont de pair.

Et l'inverse est vrai, aussi. Il faut se rappeler que c'est après la guerre, dans le cadre d'un vaste essor du mouvement populaire, de la démocratie, qu'a été créée la Sécurité Sociale sur la proposition du ministre communiste Ambroise CROIZAT.

IL FAUT DÉFENDRE LA SANTÉ IL FAUT DÉFENDRE LA SÉCURITÉ SOCIALE

Il est possible de gagner. Les millions de travailleurs qui ont agi, par la grève, les manifestations, à l'appel de la C.G.T. d'abord, et puis de la C.G.T., de la C.F.D.T., de la F.E.N., avec les médecins en font la preuve. C'est à la suite de la grande manifestation, à l'appel de la C.G.T., le 13 mai, que le gouvernement a dû retirer son projet anti-Sécurité Sociale préparé par le député R.P.R. BERGER.

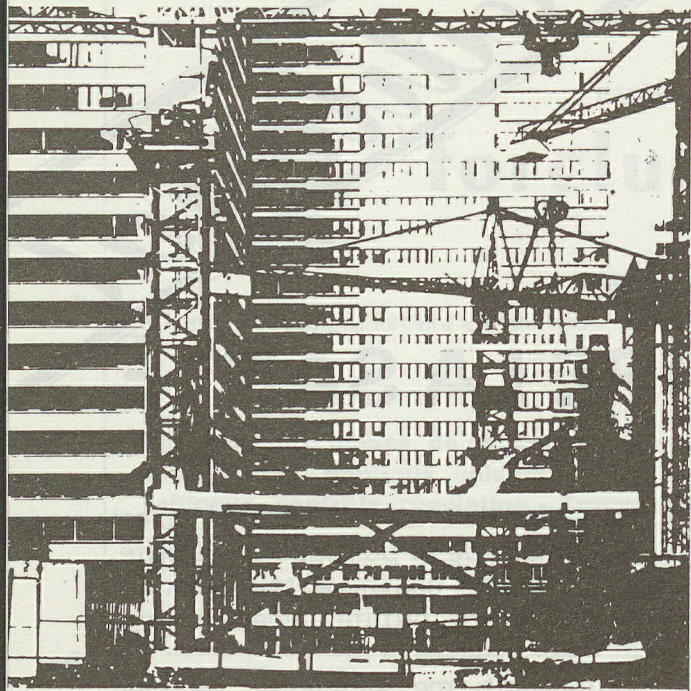
Le bon chemin, là comme ailleurs, c'est celui de l'action.

Jacques ISABET
maire de Pantin
conseiller général
de la Seine Saint-Denis

PERMANENCES DU MAIRE

à partir du mois de juillet, Monsieur Le Maire reçoit le samedi sur rendez-vous.

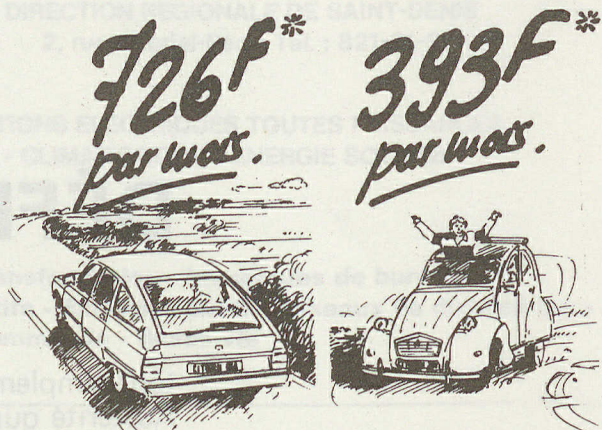
TÉL. 843.61.66



SAEP

SOCIÉTÉ AUXILIAIRE D'ENTREPRISES RÉGION PARISIENNE
32, AVENUE DE NEW-YORK 75116 PARIS 720.32.00 - TELEX 620581
GROUPE DE LA SOCIÉTÉ AUXILIAIRE D'ENTREPRISES

CONDITIONS SPÉCIALES JUSQU'AU 15 JUILLET 1980.



CITROËN GS CLUB

Prix clés en main Taux n° 139 du 3.3.80	Loyer à la livraison	Loyer constant sur 47 mois	Valeur de rachat en fin de contrat
36 650 F	10 995 F	725,67 F	7 330 F

CITROËN 2 CV SPÉCIAL

Prix clés en main Taux n° 139 du 3.3.80	Loyer à la livraison	Loyer constant sur 47 mois	Valeur de rachat en fin de contrat
19 800 F	5 940 F	392,04 F	3 960 F

Coût total, option d'achat comprise, au bout de 4 ans: 52 431,49 F
Arrondi au franc supérieur.

Coût total, option d'achat comprise, au bout de 4 ans: 28 325,88 F
Arrondi au franc supérieur.



Location avec promesse de vente sous réserve d'acceptation du dossier, plus carte grise. Conditions offertes notamment par CLV-SOVAC. Offre valable sur toute la gamme, jusqu'au 15 juillet 1980, pour des véhicules année modèle 80 selon disponibilité.

CITROËN - ORAN-PANTIN

SUCCURSALE USINE

70, av. du Général-Leclerc - 4 et 6, rue d'Oran
PANTIN - 844.28.58 - 75018 PARIS - 255.90.14

TÉLÉ-SERVICE 93

1, av. Weber

30, rue G. Jossierand

93500 PANTIN

845.66.65

ATELIER DE REPARATION

télévision
radio

électrophones
magnétophones

DÉPANNAGES A DOMICILE

LA CRÈCHE RACHEL LEMPEREUR 29, rue Auger - Tel. 845.38.32

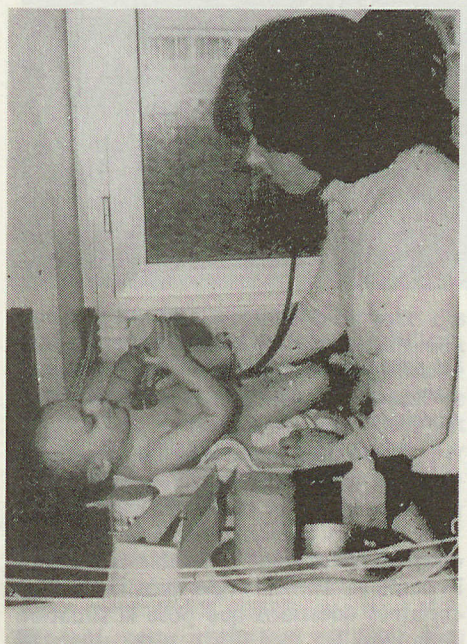
Pour répondre aux besoins de la population, le Maire et le Conseil Municipal ont inauguré la crèche de l'Ilot 27 en Octobre 1976.

Depuis, chaque jour, 60 enfants viennent jouer, dormir, manger, apprendre.

Au 1er étage sont accueillis par 2 groupes de 20, les «2 mois à 2 ans». Un personnel qualifié, d'auxiliaires de puériculture s'occupent de ces tous petits bambins. Elles partagent avec eux leur tendresse, les changent, leur font découvrir une foule de choses, leur donnent à manger, jouent et consolent leur gros chagrin.

Les enfants de 2 à 3 ans disposent de 4 pièces au rez-de-chaussée, conçues à leur taille. Dans la salle d'activités motrices, ils font du tricycle, de la gymnastique, de la danse. Une autre salle leur permet de jouer plus calmement, à la dinette, poupée, de faire des puzzles. Et pour ces «grands» une éducatrice leur apprend le maniement des crayons, des pinces et les prépare déjà pour le grand passage à l'école maternelle.

En effet, la famille peut rarement à elle seule satisfaire tous les besoins sociaux et culturels du petit enfant. La crèche produit sur l'enfant des effets bénéfiques complémentaires à ceux apportés par les parents. A l'occasion des jeux éducatifs et libres, des repas, du bain, l'enfant prend conscience de tous les mouvements qu'il peut faire. La crèche concourt à la formation, à l'extériorisation et à l'équilibre de la personnalité de l'enfant. Mais il est bien évident que la crèche n'a pas pour but de se substituer à la famille. Pour son équilibre, l'enfant a besoin de passer aussi de longs moments avec sa famille.



Tôt le matin, papa et maman m'emmènent à la crèche, et après un déshabillage ultra-rapide me mettent mes vêtements de crèche.

Ensuite, ils m'accompagnent dans la salle de jeux et racontent à Pascale, Nadine ou Joëlle, comment j'ai dormi, si j'ai bien mangé, et si je ne suis pas malade.

Et après un gros bisou et mes quelques larmes, ils me laissent pour aller travailler. Mais aussitôt qu'ils ont franchi le seuil de la porte, je vais retrouver mes petits camarades. Alors je joue avec des grenouilles, des toupies de toutes les couleurs. Les petits dans leur relax ont de tous petits escargots rouges. Là, Hélène vient donner à chacun de nous, un verre d'orange, de pamplemousse ou de citron mélangé.

Mais après les activités du matin, il faut bien récupérer un peu, aussi je vais dormir 1/2 heure à une heure avant le repas de midi.

Ah oui, le repas de midi, c'est la grande joie, car moi, j'ai une faim de loup. Je goûte à toutes les crudités, je mange du poisson, toutes les viandes, du dindonneau au gigot, et après, le fromage et un dessert. Ginette, la cuisinière fait des gâteaux pour nos anniversaires. Comme j'ai bien mangé, je vais faire une longue sieste. La crèche devient calme, tout le monde dort.

Puis, de nouveau, c'est le réveil et cet après-midi, l'activité c'est le bain, dans une grande piscine gonflable. Là, c'est «chouette» on patauge, on rit, on éclabousse, on met de l'eau partout, que c'est dur pour sortir, on est si bien. Mais

LA SANTÉ

les aiguilles ont tourné, il est quatre heures, le goûter, maman et papa vont venir me chercher, les voilà, ils demandent à Joëlle comment ma journée s'est passée. Pendant ce temps, moi j'en profite pour jouer encore avec Eric mon petit copain. Je n'ai plus envie de partir, pourtant voilà revenu le déshabillage ultra-rapide et hop dans la voiture, direction la maison. Oh ! Quel calme, c'est vrai, on fait du bruit à la crèche. Voilà mon dîner et hop ! dodo pour me reposer de ma journée passionnante, et demain je retrouverai mes copains. ▶

MA JOURNÉE
À LA CRÈCHE





▷ Service appréciable pour les 60 familles qui en bénéficient. Mais quelle solution pour les 254 familles qui attendent une place pour leurs enfants, pour la seule crèche municipale ?

Là encore, le gouvernement dégage ses responsabilités sur les collectivités locales et départementales, sur les familles.

La crèche collective apporte beaucoup aux tous-petits. Mais c'est un des équipements sociaux qui coûte le plus à la commune.

Le tableau suivant indique le montant de la part municipale.

EXAMEN DES COMPTES DE FONCTIONNEMENT 1977 ET 1978 ET DU BUDGET PRÉVISIONNEL 1979

	Année 1977 9730 jour/enf.	Année 1978 11184 jour/enf.	Année 1979 11000 jour/enf.
Taux d'occupation de la crèche	70,5 %	82,85 %	81,50 %
Dépenses (en frs)	786 184	1 011 107	1 151 799
Reçettes (en frs)	615 025	765 257	862 624
A charge municipale (en frs)	171 159	245 850	254 525
Prix de revient de la journée enfant (en frs)	80 80	90 40	104 70
Part C.A.F. (en frs)	13 10	15 12	25 00
Part Département (en frs)	26 50	26 50	26 50
Part Familles (en frs)	23 60	26 80	30 00
Part Municipale (en frs)	17 60 (21,78 %)	21 98 (24,31 %)	23 20 (22,15 %)

Cette part municipale augmente régulièrement chaque année de : 17,60 Frs en 1977, elle est passée à 23,20 Frs en 1979. Le déficit qui était de 171 159 Frs en 1977, s'élève pour 79 à 254 525 Frs, soit une progression de 48,70 % en 2 ans.

LE CENTRE DE P.M.I. rue Cornet

La question de la Protection Maternelle et Infantile n'est pas un problème nouveau.

La mise en place de l'ordonnance du 2 novembre 1945 a représenté un progrès considérable. Elle s'adressait plus spécialement aux femmes enceintes et aux enfants de 0 à 6 ans. Son objectif de «prévenir» et «guérir» a eu pour conséquence de réduire le taux de mortalité infantile.

Sur la ville de Pantin, il existe deux Centres de P.M.I. relevant du département :

- le centre de la rue Berthier
- le centre des Courtilières

Une centre communal : celui de la rue Cornet qui a été pris en charge par la commune et la D.D.A.S.S. (Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales) en mars 1970, et qui a pour rôle uniquement la protection des enfants de 0 à 6 ans.

Les consultations dans les Centres de P.M.I. ont pour objet de permettre le dépistage précoce des handicaps organiques notamment mentaux, sensoriels ou moteurs à certains âges, clefs de la petite enfance, en vue de la mise en œuvre des actions préventives et curatives d'ordre médical-para-médical, social.

En effet, le dépistage et la correction rapide d'une infirmité permet le rétablissement d'une relation normale de l'enfant avec le monde extérieur et permet également une reprise du développement psycho-moteur et intellectuel à une période capitale pour l'avenir de l'enfant.

Outre, la consultation proprement dite du nourrisson (état de santé, régime de l'enfant...) le service de P.M.I. procède aux vaccinations obligatoires (antidiphtérique, antitétanique, antipoliomyélitique, antituberculeux...)

Le centre est ouvert les
Lundi - Mardi - Jeudi - Vendredi
de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30
Les pédiatres sont à votre disposition sur rendez-vous les Lundi - Mardi - Vendredi l'après-midi et le jeudi toute la journée.
Les consultations sont gratuites et ouvertes à toutes les familles.

Aux pédiatres s'ajoutent une puéricultrice qui est un précieux secours pour les parents qui connaissent des difficultés; dans certains cas, elle peut consulter à domicile.

De plus, cette puéricultrice transmet aux assistantes sociales les différents problèmes qu'elle rencontre dans les foyers. Parfois assistantes sociales et puéricultrices effectuent ensemble des visites à domicile afin de régler plus facilement certaines questions que pose la situation de la famille.

UN LIEU DE SOINS ET D'ÉDUCATION SPÉCIALISÉE : L'Institut Médico-Pédagogique «Louise Michel»



En 1972, l'action conjuguée des parents et des personnes sensibilisées aux problèmes de l'enfance en difficulté regroupées au sein du Comité Local de l'A.P.A.J.H. (Association loi 1901) et de la Municipalité se concrétisait par l'ouverture de l'I.M.P. «Louise Michel» 64, rue Charles Auray.

Bien que l'évolution des connaissances concernant l'inadaptation soit assez considérable depuis que les I.M.P. existent, cette institution est assez bien

définie en tant que Médico-Pédagogique, soignante et éducative.

Actuellement, 72 enfants de 3 à 16 ans y sont accueillis. Ils sont originaires de plusieurs communes du département et aussi des arrondissements de Paris les plus proches.

Depuis l'ouverture de l'établissement 70 enfants en sont sortis. La durée du séjour peut aller de moins d'un an à plusieurs années. L'orientation est

aussi très variable : certains entrent - ou retournent - à l'école (une vingtaine à ce jour) d'autres continuent dans un établissement du même type pour adolescents (I.M.Pro.).

Le financement est assuré au moyen d'un prix de journée payé par la Sécurité Sociale (de l'ordre de 240 Frs en 1979), la contribution de l'Éducation Nationale se faisant par la mise à disposition de 6 fonctionnaires.

La dualité de fonctions, éducative et thérapeutique se retrouve au niveau de l'équipe qui compte une trentaine de personnes de formation et d'origine professionnelle très différentes : psychiatres, pédiatre, psychologues, orthophoniste, kinésithérapeutes, psychorééducateur, éducateur, instituteurs, etc....

Les premiers I.M.P. avaient pour but la prise en charge globale et continue des enfants à l'intérieur d'une même institution.

Actuellement, le projet est à la fois beaucoup plus modeste et infiniment plus ambitieux : il ne s'agit pas de créer un lieu clos capable de supprimer tous les problèmes, mais d'apporter pour un moment plus ou moins long une aide à un enfant en difficulté.

On parle beaucoup des personnes handicapées et un réseau d'aide et d'assistance est mis en place. Il n'entre pas dans notre propos de faire l'analyse de ses limites et de ses dangers notamment sur le plan des libertés individuelles. On peut néanmoins remarquer que le concept global d'«handicapé» renvoie immédiatement à deux notions :

- celle d'handicap physique
- celle de permanence du handicap

alors que s'agissant d'enfants, dans la majorité des cas, il s'agit de problèmes d'ordre intellectuel ou psychique

- l'évolution est la règle, le propre d'un enfant étant de changer. Il s'agit donc de proposer une structure assez souple pour permettre à chacun, certes de progresser à son rythme, mais aussi de retrouver le désir de grandir.

CENTRE MÉDICO-PSYCHO-PÉDAGOGIQUE

Une interview du médecin-directeur

spontanée ?

En effet, elle peut ne pas l'être, d'autant plus que la société actuelle ne favorise en rien la démystification de ce genre de structure.

Le C.M.P.P. n'est ni un centre médical où l'on distribue des médicaments, ni une annexe de l'école. Il a pour but essentiel de prendre en compte l'intérêt du jeune et de l'aider.

La cure peut s'étaler dans le temps, ainsi les soins peuvent varier de quelques mois à quelques années en fonction de l'histoire individuelle de chaque enfant. Le rôle des parents est très important, et l'est d'autant plus, s'ils participent eux aussi à la cure de leur enfant.

Pour les parents, ce doit être une expérience vécue plus ou moins difficilement.

C'est vrai, ce n'est pas toujours facile, car c'est se remettre en cause ; c'est réfléchir sur ses propres expériences, ses manières d'agir. C'est pouvoir s'interroger, avec un minimum de culpabilité sur le pourquoi des troubles de l'enfant et pourquoi en tant que parents, il est si difficile d'y remédier.

Certains parents acceptent la thérapie de leur enfant et les conseils que peut leur donner le thérapeute. D'autres parents ressentent vis-à-vis de cette aide, des réticences dont il leur est difficile de parler. Si dans le premier cas, la cure peut se poursuivre, dans le second, elle peut être interrompue au bout de quelques séances, ce qui ne résout pas le malaise de l'enfant.

Certains parents sont surpris par les méthodes que vous employez pour aider les jeunes, ils ne comprennent pas, par exemple, que l'on fasse «jouer» l'enfant.

Notre but, avant tout, est d'aider l'enfant, nous ne lui apportons pas un enseignement, nous essayons de comprendre pourquoi il agit de telle ou telle façon et cela au travers de différents moyens :

Il y a le dessin et la peinture.

Il s'agit avant tout de s'intéresser d'une façon particulière aux réalisations de l'enfant, le dessin constituant un mode d'expression privilégié à cet âge : une sorte de langage où l'enfant dit beaucoup de sa vie, de ses rêves, de ses peurs.

Il y a aussi le jeu.

Le jeu est une technique thérapeutique employé en psychothérapie. Il entraîne une participation directe de l'enfant qui résout momentanément le problème de la motivation. Dans notre société de rendement, le travail est considéré comme le «bien», «il travaille bien à l'école» et le jeu comme le «mal», «il ne pense qu'à jouer». Alors que le jeu présente des aspects formateurs. Un

enfant qui joue est un enfant qui se construit, qui s'affirme. Le jeu permet de donner des repères dans l'espace pour ceux qui, par exemple, présentent des troubles de la motricité... Ensuite, le jeu devient plus élaboré et l'enfant doit respecter un contrat, la règle ; jusqu'au jeu imaginaire. Là, l'enfant exprime ses fantaisies, ses désirs, ses craintes qui sont élaborés et interprétés par le thérapeute.

Ce qui nous semble préoccupant, c'est le cas de l'enfant qui ne joue pas du tout ou encore qui ne parvient pas vraiment à jouer. Lorsque le «il ne pense qu'à jouer» désigne en effet une activité répétitive par laquelle il n'enrichit pas son champ d'expériences, notre but est alors, de repérer ce qui bloque l'enfant dans son évolution, dans sa créativité.

Le jeu n'est pas toujours employé pour aider les enfants. L'attitude pédagogique et dominante en rééducation orthophonique, réapprentissage de la lecture, de l'écriture, du calcul... , bien que cette attitude soit différente de celle des instituteurs.

Tous les enfants de Pantin bénéficient-ils de cette structure ?

Hélas ! Non. Le quartier des Courtillères qui est isolé du reste de la ville mériterait un tel équipement.

Actuellement, la Commission Municipale, de la Santé et l'équipe du C.M.P.P. se penchent sur l'éventuelle mise en place d'une antenne, d'une annexe dans ce secteur car la demande y est importante. Nous souhaitons que cela puisse se concrétiser rapidement dans l'intérêt des petits pantinois. Mais pour cela, il faut se battre contre les autorités de tutelle - notamment, la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales - là aussi, les consignes gouvernementales sont strictes. Les premiers entretiens que nous avons eu au sujet de l'ouverture d'une annexe montrent que non seulement la Sécurité Sociale n'est pas prête à favoriser le développement de ce secteur santé, mais comme l'a déclaré un responsable «tout cela coûte fort cher», et au contraire, il convenait d'envisager en Région Parisienne «la reconversion» de certains Centres !

Cela se passe de commentaires.

La Sécurité Sociale et la D.D.A.S.S. ne couvrent plus entièrement les frais du C.M.P.P. Un nouveau transfert de charges s'impose à la commune. En effet, en 1979, la D.D.A.S.S. a refusé d'augmenter le prix de séance conformément à son prix de revient, ce qui a abouti à un déficit, que règle la commune, soit 11.680.000 AF.

On peut dire sans exagérer, que ces structures de qualité sont actuellement menacées ; nous devons tout faire pour les maintenir.

MONSIEUR DEMAZEUX

Conseiller Municipal
Membre de la Commission Municipale de la Santé
... donne son avis

C'est vrai que le C.M.P.P. est un établissement mal connu. Je suis d'accord sur le fond avec les explications données par le Docteur SATONNET et son équipe, pourtant je me pose certaines questions.

Par exemple, je comprends le malaise qu'éprouvent des parents à emmener leur enfant au C.M.P.P. Il va falloir s'expliquer, se raconter, se remettre en cause au bout du compte. Ce n'est pas



POURQUOI L'A.P.A.J.H. ?

L'A.P.A.J.H., ce sigle exprime toute l'orientation de cette organisation : Association nationale Pour Adultes et Jeunes Handicapés.

C'est un lieu de rencontre de tous ceux qui s'estiment concernés par les problèmes des handicapés et pas seulement de ceux qui le vivent dans leur chair et dans leur cœur.

C'est un organisme de réflexion, de défense des droits des handicapés et de leurs familles, de mise au point de propositions et de formulation de revendications en face des pouvoirs publics.

C'est aussi, un instrument de création et de gestion de structures de toutes sortes répondant aux besoins des handicapés.

C'est pourquoi, il nous faut être nombreux pour faire prendre conscience

et prendre en charge les problèmes qui se posent, imposer leur solution en créant une situation de fait qui place l'opinion, et par voie de conséquence, la puissance publique devant leurs responsabilités.

Demander pour «l'enfant problème» d'abord son droit à l'éducation et si possible à la meilleure, tout en lui dispensant parallèlement soins et rééducation. Tel est tout l'esprit, le sens de notre action militante.

C'est pourquoi, nous nous adressons à tous ceux qui, sous des formes diverses, sont en contact avec de nombreuses familles, qui luttent pour que l'enfant soit accueilli et reçoive une véritable éducation, digne d'un XXe siècle, l'armant pour assurer sa vie adulte.

Si vous estimez que, dans ce domaine, vous pouvez aussi apporter votre témoignage, votre concours, alors, nous

facile et puis ce n'est peut être pas juste, car si je regarde autour de moi, qu'est-ce que je vois ?

Des gens qui courent toute la journée : les transports, le travail, les courses, la vie quotidienne avec toutes les difficultés causées, aggravées par la politique d'austérité de nos gouvernants. Des gens à bout de souffle pour des salaires qui permettent tout juste de joindre les deux bouts et encore. . . pas toujours. Alors bien sûr que cela a des conséquences sur les enfants, bien sûr que l'enfant vit et reflète les difficultés de ses parents.

Nous vivons dans une société où l'argent règne, où les besoins ne sont pas pris en compte où en fait l'expression individuelle tout comme l'expression sociale sont amputées par la logique du profit. Je ne dis pas cela pour remettre en cause le travail des psychiatres, des psychologues. Il est indispensable de soulager, de soigner l'enfant qui souffre moralement, l'enfant qui a du mal à s'exprimer. Mais ce que je tenais à dire, c'est que je pense que la famille est traversée par les maux de notre société et que le bonheur individuel, familial et social se gagnera dans la lutte à tous les niveaux.



serons heureux de vous accueillir au

COMITÉ LOCAL DE PANTIN
A.P.A.J.H.
Mairie de PANTIN
CCP. La Source 31.000.09.

Le C.M.P.P. ou centre médico-psycho-pédagogique ; ce terme compliqué, que veut-il dire, que recouvre-t-il ?

Le Docteur SATONNET : Le C.M.P.P. est un centre de consultations qui a pour but d'aider des jeunes et des familles rencontrant des difficultés, des problèmes, ceux-ci pouvant se présenter sous différentes formes :

- difficultés scolaires. Depuis l'échec scolaire, jusqu'au refus d'aller en classe en passant par des difficultés en lecture, écriture, orthographe, calcul...

- troubles de la relation du jeune avec son entourage familial ou éducatif.

- problèmes du comportement, turbulence, agitation, agressivité, manque d'attention, timidité excessive.

- difficultés affectives et autres formes de souffrances intérieures qui s'expriment directement ou à travers les troubles évoqués ci-dessus ou encore dans le domaine corporel, énéurésie (pipi au lit), migraines, insomnies, troubles digestifs, angoisses, terreurs nocturnes...

En rééducation ou en psychothérapie, l'enfant est écouté dans une relation à deux, de confiance «totale», de «neutralité bienveillante» et de secret. En effet, la relation qui se crée est très importante pour le développement de la cure de l'enfant. Seuls, l'enfant et le thérapeute y interviennent.

Quels enfants viennent au C.M.P.P. ?

La plupart des enfants sont âgés de 5 à 11 ans, cependant les prises en charges administratives (Sécurité Sociale et Caisses particulières) sont accordées de la naissance à 20 ans. Les enfants sont généralement adressés par des instituteurs, des médecins P.M.I. ou libéraux des psychologues scolaires, des familles.

Le premier contact a lieu avec l'assistante sociale qui propose, en accord avec la famille, un rendez-vous avec un thérapeute ou un rééducateur, orthophoniste, psychomotricien, psychologue, psychiatre.

Régulièrement, l'équipe se réunit en «réunion de synthèse» pour parler des enfants et apprécier les difficultés et l'évolution de chacun.

Venir au C.M.P.P., est-ce une démarche

1920 : intervient la loi interdisant l'avortement et condamnant les femmes à de lourdes peines (amendes et prison) ;

1955 : décret condamnant l'information des moyens de propagande pour l'avortement ;

1967 : loi NEUWIRTH qui légalise dans certaines conditions la contraception ;

1973 : procès de Bobigny qui condamne la loi de 1920 ;

1975 : loi autorisant l'interruption de grossesse pour un délai de 5 ans ;

1980 : renouvellement et acceptation de la loi de 1975, sans modification de la procédure, mais aggravation des peines en cas de non-respect de la dite loi.

INTERRUPTION DE GROSSESSE ET CONTRACEPTION

- le médecin peut ainsi pratiquer l'interruption, mais il n'est pas tenu de la faire par la loi. Dans ce cas, il renvoie la femme dans un autre établissement hospitalier.

De plus, autorisation parentale pour les mineures et conditions de résidence pour les femmes étrangères sont exigées.

A lire ces quelques lignes, il apparaît que cette loi, même si elle légalise l'interruption de grossesse, n'en est pas moins restrictive :

- tous les centres hospitaliers ne disposent pas de service d'interruption de grossesse ;

- le délai de 10 semaines pourrait être porté à 12 ;

- les formalités administratives simplifiées ;

- les clauses spéciales pour les mineures et les étrangères abrogées ;

- enfin, cet acte devrait être pris en charge par la Sécurité Sociale, il en coûte actuellement la somme de 600 Frs sans anesthésie et de 750 Frs avec anesthésie. Une participation peut être demandée à la Direction Départementale

des Affaires Sanitaires et Sociales dans certains cas.

La loi doit être améliorée, mais le recours à l'interruption de grossesse ne peut être considéré comme le moyen de régulation des naissances. La contraception est faite pour cela. En France, seulement 36 % des femmes de 20 à 44 ans utilisent une méthode contraceptive. Il est donc indispensable de pratiquer l'information dans ce domaine. Telle avait été l'une des conclusions du débat organisé en novembre dernier par l'équipe du Planning Familial de Pantin et la Municipalité. Les conseillers conjugaux souhaitent dans ce domaine rencontrer le maximum de femmes, de jeunes, de couples pour discuter de ces questions. Désormais, elles tiendront leurs permanence dans les équipements de quartier (bibliothèque, Maison Pour Tous, etc...)

Développer l'éducation sexuelle et la contraception est fondamentale car il est impossible de considérer l'interruption de grossesse comme une méthode contraceptive.

Comment s'aimer librement dans la crainte d'une grossesse ? Pouvoir choisir le moment d'une naissance et le nombre de ses enfants est un besoin et doit devenir un droit pour chaque femme, chaque homme, chaque couple. ■

L'AIDE MÉNAGÈRE : CONDITION DU MAINTIEN A DOMICILE DES PERSONNES ÂGÉES

L'intervention de l'aide ménagère est indispensable pour permettre aux personnes âgées de vivre chez elles aussi longtemps qu'elles le souhaitent.

Son rôle consiste à exécuter tous les travaux nécessaires à la vie quotidienne que le retraité ne peut plus assumer : les courses, la cuisine, le ménage. . .

De plus, sa présence sécurise et compense quelque peu l'isolement auquel est bien souvent vouée la personne âgée. Une grande amitié s'instaure entre elles deux, dans la plupart des cas.

A PANTIN :

Actuellement 30 aides ménagères interviennent chez 137 retraités, à raison de 30 heures ou 60 heures par mois selon la situation et l'état de santé du bénéficiaire.

LES MOYENS POUR L'OBTENIR :

Si vous êtes malade ou seul, incapable de faire certaines tâches, vous pouvez en faire la demande en vous adressant au Bureau d'Aide Sociale à la Mairie, muni d'un certificat médical.

Une enquêtrice passera à votre domicile pour instruire le dossier.

IL FAUT SAVOIR :

- qu'il y a un plafond de ressources. Il est actuellement de 3 050 Frs par mois pour une personne seule et de 4 575 Frs par mois pour un couple.

- que votre participation financière est variable selon vos ressources (de 0 à 14,65 Frs de l'heure).

- que la Direction de l'Action Sanitaire et Sociale ou autres services tels la Sécurité Sociale paient une part (actuellement le remboursement horaire est au maximum de 31,50 Frs de l'heure).

UN SERVICE A DÉFENDRE ET À DÉVELOPPER :

Malgré les remboursements des organismes participants et des usagers, ce service coûte cher à la commune.

En 1979, cela a représenté une charge de près de 150 000 Frs (15 millions de centimes) pour le B.A.S.

Il est donc important, indispensable d'obtenir les moyens financiers de l'État pour que cette prestation réponde aux besoins qui sont loin d'être satisfaits.

En effet, chaque jour de nouvelles demandes arrivent et il n'est pas toujours possible d'y répondre immédiatement.

Il faudrait l'améliorer en organisant un service de portage de repas à domicile par exemple, en augmentant, en tout cas, le nombre d'aides ménagères.

Mais cela suppose la lutte et notamment celle des personnes âgées pour obtenir les moyens que cela nécessite.

LUTTES SUCCÈS :

Déjà elles ont permis de faire reculer le pouvoir : les retraités des grands services publics et des administrations d'État dépendant des régimes spéciaux ne pouvaient plus prétendre à ce service ; tout remboursement était suspendu par la Sécurité Sociale.

La protestation, tant des personnes âgées que des conseils d'administration des B.A.S. et des personnels, a contraint

le pouvoir à prendre les mesures nécessaires au rétablissement de ce service à ces retraités.

La Municipalité, pour sa part, est décidée à agir pour la poursuite et l'amélioration de ce secteur correspondant bien aux besoins actuels des anciens de notre ville aspirant à rester à leur domicile.

Et bien loin d'augmenter les charges d'État, le développement de l'aide ménagère est de nature à les réduire car il contribuerait dans de nombreux cas à éviter ou retarder une hospitalisation ou un hébergement en collectivité. ■

LE BUREAU MUNICIPAL D'HYGIÈNE

Le Bureau Municipal d'Hygiène est une structure municipale qui a différentes attributions dans le domaine de :

- La Salubrité,
- La Sécurité,
- La Santé, L'Hygiène,

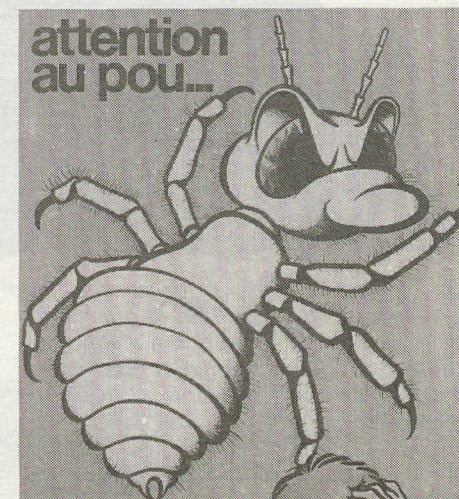
Tout d'abord, le B.M.H. traite toutes les affaires concernant la salubrité. Il est notamment sollicité pour régler les problèmes d'insalubrité des immeubles et logements qui demandent réparation et meilleur entretien de la part de leur propriétaire. Au cours de l'année 1979, 205 dossiers ont été traités, au 1er décembre 182 étaient classés, 23 étaient encore en cours de règlement.

En second lieu, le B.M.H. intervient au niveau de l'environnement et de la Sécurité Publique. Il tient un fichier de tous les établissements classés de la ville : (établissements industriels classés en 3 catégories selon le danger et les nuisances qu'ils comportent). Il tente de résoudre avec les responsables, les problèmes de pollution de l'air, comme du bruit. De plus, dans le cadre de la Sécurité Publique, il engage les procédures de péril pour les immeubles menaçant ruine, et qui présentent un danger pour les habitants.

Et pour terminer, le B.M.H. joue également un rôle important dans le domaine de la santé.

En effet, il tient sur ordinateur, les causes de mortalité ainsi que le fichier vaccinal de la population pantinoise. Ceci permet l'édition de convocations et de relances et donne ainsi à chaque habitant inscrit le point sur sa situation vaccinale. En liaison avec les Centres de Santé, il assure les séances de vaccinations gratuites, et délivre attestations et carnets de vaccination.

Maintenant le B.M.H. développe les campagnes d'hygiène. La première campagne qui rencontra un vif succès fut



la lutte contre les poux dans le domaine scolaire. Le sujet est toujours suivi et un agent de désinfection passe régulièrement dans les écoles. Là, vient de se tenir la campagne en faveur de la dératisation qui a dû permettre de régler un certain nombre de problèmes dans les vieux quartiers mais aussi pour des immeubles plus récents.

Voilà rapidement présentées les différentes activités du Bureau Municipal d'Hygiène. Mais dans le domaine de l'hygiène, beaucoup de choses restent encore à réaliser notamment dans le secteur alimentaire, domaine qui mériterait une surveillance plus approfondie, dans l'intérêt de chacun. Aussi, nous vous proposons de réfléchir à ces différents problèmes.

Le Bureau Municipal d'Hygiène fait savoir que pendant la période des congés Juillet et Août les séances de vaccinations gratuites seront interrompues.

Elles reprendront leur cours normal en Septembre (le 3 Septembre au C.M.S. Ténine et le 10 du même mois au C.M.S. Cornet). ■

QU'EST-CE QU'UN CENTRE DE PLANNING ?...



EH BIEN VOICI ...



Pour une interruption de grossesse, le médecin, le gynécologue, et la conseillère conjugale sont là pour vous aider dans :
- votre choix
- les démarches à faire...

Interruption de grossesse

Donner la vie au bon moment

Centre CORNET
14, rue E. et M.L. Cornet
93500 - PANTIN
Tel. 844.38.77 - 844.96.49
ouvert de 8h à 19h 30

Centre Maurice TENINE
Allée Newton, rue Edouard Renard
93500 - PANTIN
Tel. 836.22.57
ouvert de 8h 30 à 12h et de 14h à 19h 30

Centre Ste MARGUERITE
28, rue Ste Marguerite
93500 - PANTIN
Tel. 845.56.61
ouvert de 8h à 12h et de 13h 30 à 19h.

- Conseillère conjugale,
- gynécologues, sur rendez-vous.

- possibilité de gratuité pour la consultation médicale, gratuité pour la conseillère conjugale, gratuité pour les mineurs, même sans l'avis ou l'autorisation des parents.

UN APPEL DE MADELEINE GUEU

Maire-Adjoint chargée du secteur santé

SAUVONS LE DROIT A LA SANTÉ



Sous le prétexte de la crise, nos gouvernants attaquent tout ce qui concerne le secteur de la santé qui d'après eux coûte trop cher ; comme ci dans ce domaine on pouvait raisonner en terme de rentabilité.

Alors, il faut comprimer les dépenses et tout y passe : SÉCURITÉ SOCIALE - HOPITAUX - CONVENTION MÉDICALE - CENTRE DE PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE - CENTRE-MÉDICO-PSYCHO-PÉDAGOGIQUE - CENTRES DE SANTÉ.

Tout cela est faux.

La France est au 8ème rang des 9 pays de la Communauté Européenne en matière de dépenses de santé par rapport au Produit Intérieur Brut. Et même, si l'on voulait raisonner en terme de rentabilité, n'est-il pas plus raisonnable de soigner dès qu'apparaissent les premiers symptômes d'une quelconque maladie, que d'attendre les atteintes plus graves et tout ce qui en découle.

Plaçons nous sur le plan humain et au contraire préconisons non seulement les soins, mais la Prévention et l'Éducation Sanitaire dont nous avons tant besoin - à la suite des répercussions sur la santé, des conditions de vie, de travail, et de stress d'une grande partie de la population.

Nous avons à notre disposition des CENTRES DE SANTÉ MUNICIPAUX, ces centres pluridisciplinaires permettent à chacun de se soigner de façon très

correcte, or ceux-ci ont de plus en plus de mal à exister.

Ainsi, depuis plus de 10 ans, les conditions faites aux centres de santé ne permettent pas à ceux qui les ont mis en place dans l'intérêt de la population, d'être des gestionnaires au sens plein du terme, puisqu'ils n'ont pas la maîtrise des recettes.

De plus, le mode de rémunérations des activités des centres, l'absence de convention propre et l'absence de tout statut ne peuvent que conduire à la situation actuelle : les centres de santé ferment.

LA SANTÉ EST UNE RESPONSABILITÉ INDIVIDUELLE ET COLLECTIVE BATTONS NOUS POUR LA DÉFENSE ET LE MAINTIEN DE CES CENTRES DE SANTÉ STRUCTURE MÉDICALE DE QUALITÉ RÉPONDANT AUX INTÉRÊTS DE TOUS

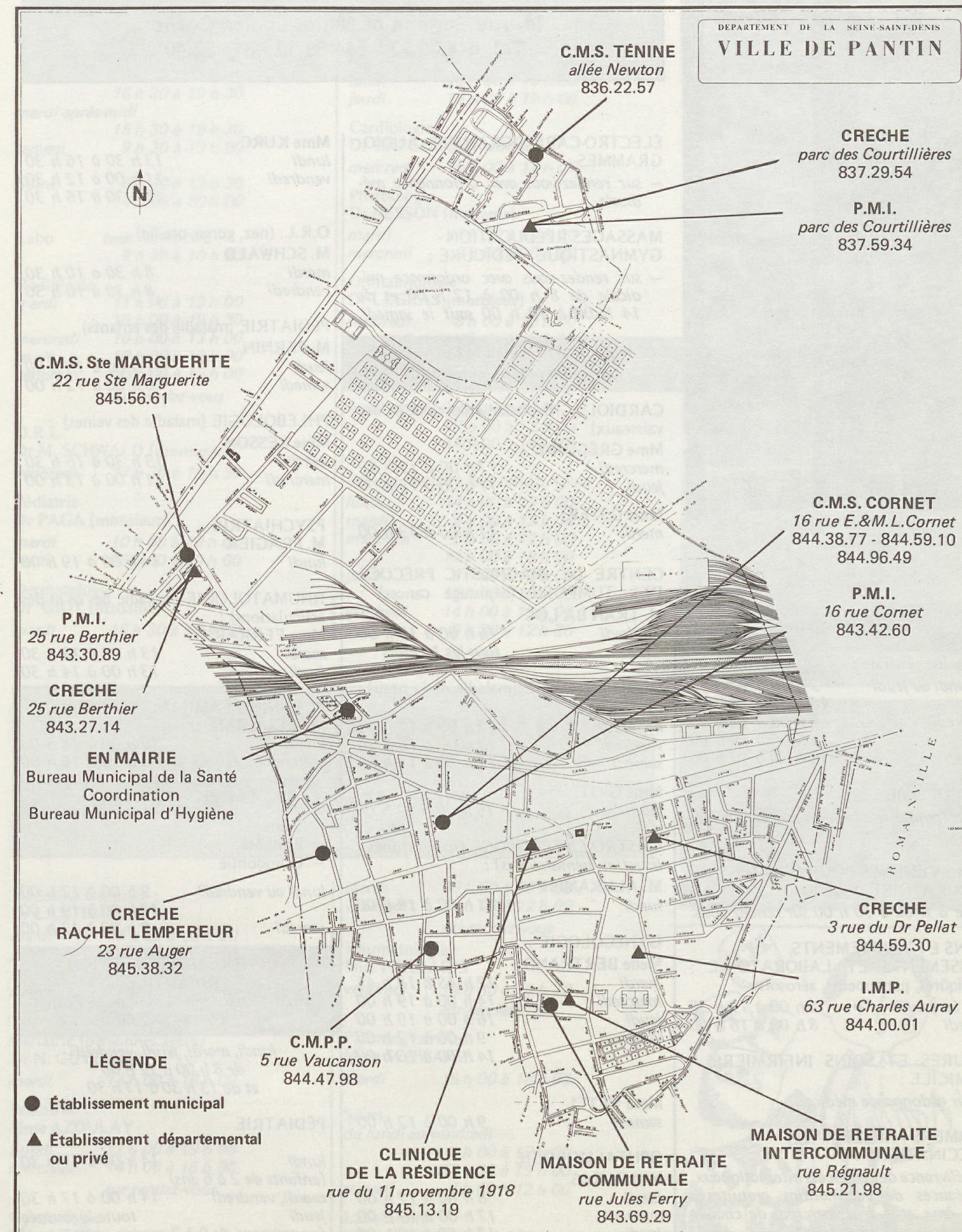
Les gestionnaires des Caisses d'Assurance Maladie comme le gouvernement, le savent. Mais ils appliquent une politique délibérée visant à la suppression des centres de santé, ou à leur marginalisation avec transfert des dépenses de santé de l'Assurance Maladie vers les Municipalités (si des collectivités veulent avoir des Centres de Santé, qu'elles en paient le coût !).

En fait, les répercussions de la crise économique sur les centres de santé sont de 4 ordres :

- 1° - Augmentation de certaines dépenses nettement plus rapidement que le taux moyen d'inflation et l'évolution du tarif des lettres-clés, en particulier les dépenses de chauffage pourtant indispensables dans un établissement sanitaire et de certains équipements comme le matériel radiologique rendant très difficile la modernisation.
- 2° - Répercussion de cette crise sur les finances des collectivités gestionnaires municipales.
- 3° - Augmentation des demandes de consultations et de soins, en particulier dans les villes où une forte partie de la population est touchée par le chômage. Ces personnes quittent parfois à regret leur médecin libéral qui les soignait depuis plusieurs années, car elles ne peuvent plus avoir accès aux soins qu'avec la pratique du tiers-payant, et l'on constate que même avec la pratique du tiers payant, il existe dans nos établissements une baisse certaine de l'activité du 15 au 25 de chaque mois. Cette augmentation de la demande dans ces Centres de Santé, qui bien souvent ne peuvent pas s'agrandir, allonge les délais de rendez-vous dans de nombreuses consultations, diminuant donc ainsi la qualité du service rendu.
- 4° - C'est l'impossibilité de prendre en compte la demande. Pourtant certaines collectivités, par la création de nouveaux centres, maintiennent l'activité de ceux existants répondant ainsi, comme elles le peuvent aux aspirations de la population.

Pour ce qui concerne notre ville, le CENTRE TÉNINE des Courtilières a été doté pour l'année 1979 d'un fauteuil dentaire et le C.M.S. Cornet recevra fin juin un nouvel équipement dans ce domaine.

LA SANTÉ DANS LA VILLE



LES CENTRES MÉDICO-SOCIAUX MUNICIPAUX

CENTRE MÉDICO-SOCIAL E. & M.L. CORNET

14, rue Eugène et Marie-Louise Cornet
Tel. 844.38.77 - 844.59.10 - 844.92.40

ÉLECTRO-CARDIOGRAMMES AUDIO-GRAMMES :

— sur rendez-vous avec ordonnance médicale.

MASSAGES RÉÉDUCATION - GYMNASTIQUE - PÉDICURE :

— sur rendez-vous avec ordonnance médicale de 8 h 00 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 19 h 00 sauf le samedi.

CONSULTATIONS DE SPÉCIALISTES sur rendez-vous uniquement

CARDIOLOGIE (maladie du cœur et des vaisseaux)

Mme GRÉGOIRE

mercredi 17 h 00 à 19 h 00
jeudi 11 h 00 à 13 h 00

Mme OSTER

mardi 11 h 00 à 13 h 00

CENTRE DE DIAGNOSTIC PRÉCOCE DES TUMEURS (dépistage cancer) :

M. TRAN BA LOC

vendredi 16 h 00 à 19 h 00
tous les 15 jours

DERMATOLOGIE (maladie de la peau) :

M. ZELLER

mercredi 12 h 00 à 16 h 00
vendredi 12 h 00 à 16 h 30
samedi 12 h 30 à 14 h 30

Mme GIOT

jeudi 16 h 00 à 19 h 00

GASTRO-ENTEROLOGIE (foie, estomac, intestins, hémorroïdes) :

M. ALHKAMPH

lundi 11 h 00 à 19 h 00

GYNÉCOLOGIE :

Mlle BERTRAND

mardi 12 h 45 à 18 h 45
mercredi 14 h 00 à 19 h 00
jeudi 16 h 00 à 19 h 00
vendredi 9 h 00 à 12 h 00
14 h 00 à 16 h 00

Mme VETEL

samedi 9 h 00 à 12 h 00

OPHTALMOLOGIE :

M. LEGRAS

lundi 8 h 00 à 12 h 00
mercredi 17 h 00 à 19 h 00
jeudi 17 h 00 à 19 h 00

Mme KURC

lundi 13 h 30 à 16 h 30
vendredi 11 h 00 à 12 h 30
13 h 30 à 16 h 30

O.R.L. (nez, gorge, oreille) :

M. SCHWALD

mardi 8 h 30 à 10 h 30
vendredi 8 h 30 à 10 h 30

PÉDIATRIE (maladie des enfants)

M. PERNIN

jeudi 17 h 00 à 19 h 00
samedi 10 h 00 à 12 h 00

PHLÉBOLOGIE (maladie des veines) :

Mme BESSON

mardi 13 h 30 à 16 h 30
mercredi 11 h 00 à 13 h 00

PSYCHIATRIE :

M. PRAGIER

lundi 14 h 00 à 19 h 00

RHUMATOLOGIE (maladie des os et des articulations) :

Mme FERRARIS

mardi 13 h 30 à 18 h 30
jeudi 13 h 00 à 14 h 30

PLANNING FAMILIAL :

Mme CULMAN

mardi 16 h 00 à 18 h 00
mercredi 8 h 30 à 10 h 00

SERVICE DENTAIRE

— Soins
— Prothèse
— Othodontie

lundi au vendredi 9 h 00 à 12 h 00
13 h 30 à 19 h 00
samedi 9 h 00 à 12 h 00

CENTRE DE PROTECTION INFANTILE

16, rue Eugène et Marie-Louise Cornet
Tél : 843.42.60

lundi, mardi, jeudi, vendredi
de 8 h 00 à 12 h 00
et de 13 h 30 à 17 h 30

PÉDIATRIE

lundi 14 h 00 à 17 h 30
(enfants de 2 à 6 ans)
mardi, vendredi 14 h 00 à 17 h 30
jeudi toute la journée
(nourrissons de 0 à 2 ans sur rendez-vous)

CENTRE MÉDICO-SOCIAL MAURICE TÉNINE

allée Newton - Les Courtilières
Tel. 836.22.57

Médecine Générale

tous les jours du lundi au vendredi

9 h 30 à 12 h 00
16 h 30 à 19 h 30

mardi après-midi

15 h 30 à 19 h 30

samedi

9 h 30 à 13 h 00

Soins

8 h 30 à 12 h 30
14 h 00 à 20 h 00

Labo

tous les matins
8 h 30 à 10 h 30

Radiologie

mardi 11 h 00 à 13 h 00

16 h 00 à 19 h 30

mercredi

10 h 00 à 13 h 00

jeudi

10 h 00 à 13 h 00

vendredi

10 h 00 à 12 h 00

sur rendez-vous

O.R.L.

Dr M. SCHWALD (monsieur)

vendredi 17 h 30 à 19 h 30

Pédiatrie

Dr PAGA (monsieur)

mardi 10 h 00 à 12 h 00

jeudi 16 h 00 à 19 h 00

Dermatologie

Dr GIOT (madame)

mardi 16 h 30 à 19 h 30

Gynécologie

Dr VETEL (madame)

lundi 16 h 00 à 19 h 00

jeudi 16 h 00 à 19 h 00

Cardiologie

Dr GRÉGOIRE (madame)

mercredi 15 h 00 à 17 h 00

Phlébologie

Dr BESSON (madame)

mardi 17 h 30 à 19 h 30

mercredi 9 h 30 à 10 h 30

Ophtalmologie

Dr LEGRAS (monsieur)

vendredi 8 h 00 à 12 h 00

1 samedi par mois de 12 h à 16 h

Kinésithérapie

Madame DURAND

lundi, mardi, jeudi, vendredi
9 h 00 à 12 h 00
14 h 00 à 19 h 30

Service dentaire (sur rendez-vous)

lundi 14 h 00 à 19 h 00

mardi 9 h 00 à 12 h 00

mercredi 9 h 00 à 12 h 00

14 h 00 à 19 h 00

jeudi 9 h 00 à 12 h 00

15 h 00 à 19 h 00

vendredi 14 h 00 à 19 h 00

samedi 8 h 30 à 12 h 30

CENTRE MÉDICO-SOCIAL SAINTE-MARGUERITE

28, rue Sainte-Marguerite
Tel. 845.56.61

Médecine Générale :

Dr LARTIGUE

mardi 7 h 30 à 10 h 00

jeudi 7 h 30 à 10 h 00

mercredi 14 h 30 à 17 h 00

samedi 7 h 30 à 10 h 00

sans rendez-vous

Gériatrie (personnes âgées)

Dr N. GUYEN DUC

mardi 14 h 00 à 16 h 00

Pédiatrie

Mme AZOULAY

Lundi 17 h 00 à 19 h 00

mercredi 14 h 00 à 16 h 00

sur rendez-vous

Gynécologie

Mme VETEL

mardi 16 h 00 à 19 h 00

vendredi 9 h 00 à 12 h 00

sur rendez-vous

Rhumatologie

Mlle FERRARIS

vendredi 14 h 30 à 16 h 30

sur rendez-vous

Planning familial

Mme SCHWARZ

mardi 16 h 00 à 18 h 00

Soins

du lundi au vendredi

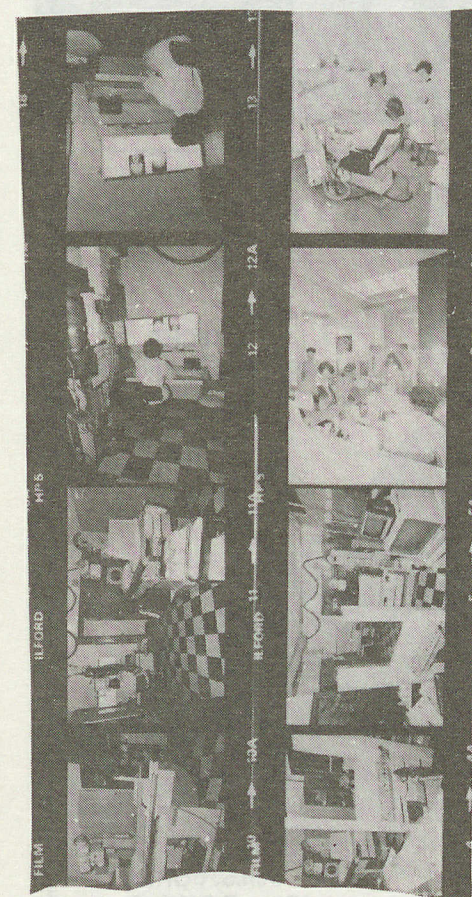
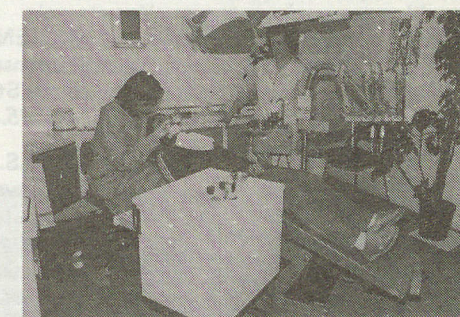
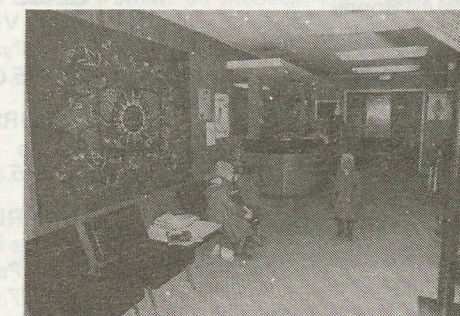
8 h 00 à 12 h 00

13 h 30 à 19 h 00

samedi 8 h 00 à 12 h 00

Laboratoire

tous les jours de 8 h à 10 h



TOUS LES JOURS

Médecine générale :

du lundi au jeudi 9 h 30 à 12 h 00

16 h 30 à 19 h 00

vendredi 9 h 00 à 12 h 00

14 h 00 à 19 h 00

samedi 9 h 30 à 12 h 00

RADIOLOGIE :

— sur rendez-vous avec ordonnance médicale.

PRÉLEVEMENTS POUR EXAMENS DE LABORATOIRE :

— de 8 h 00 à 10 h 00 sur rendez-vous.

SOINS ET TRAITEMENTS, PANSEMENTS ET LABORATOIRE :

— piqûres, pansements, aérosols,

tous les jours 8 h 00 à 19 h 30

samedi 8 h 00 à 16 h 00

PIQURES ET SOINS INFIRMIERS A DOMICILE :

— sur ordonnance médical.

EXAMENS PRÉNUPTIAUX

VACCINATIONS :

— délivrance de certificats internationaux.

— Séances de vaccinations gratuites :

2^{ème} et 4^{ème} mercredi de chaque

mois de 14 h 00 à 16 h 00

HÔPITAUX

AVICENNE
(Franco-Musulman)
125 route de Stalingrad
93000 Bobigny-
Tél. 830.12.33

JEAN VERDIER
avenue du 14 juillet
93140 Bondy
Tél. 847.31.03

FERNAND VIDAL
Centre anti-poisons
200 rue du Fbg St Denis
93 Saint-Denis
Tél. 205.63.29

Hôpital communal
rue du Dr Delafontaine
93 Saint-Denis
Tél. 821.61.40

Hôpital d'enfants Herold
7 place Rhin-Danube
75019 Paris
Tél. 205.53.36

Clinique de la Résidence
rue du 11 novembre -
93500 Pantin
Tél. 845.13.19

AMBULANCES

LA GERVAISIENNE
1 avenue Anatole France
93500 Pantin
Tél. 844.93.41

EXPRESS AMBULANCES
128 av. du Général Leclerc
93500 Pantin
Tél. 844.53.53

PAILLUSSEAU J.Pierre
8 rue Lamartine - Pantin
Tél. 837.30.85

Appareil digestif
M. AUDEBERT
56, rue Victor Hugo -
Tél : 843.59.55

Angiologie
M. BATTINO
44, rue Hoche -
Tél : 845.02.00

Cardiologie
M. TAUBE
137, avenue Jean Lolive -
Tél : 845.17.40
M. THARAUD
29, rue Ch. Auray -
Tél : 845.97.75



DIVERS

S.A.M.U. : 830.75.34

A.U.H. : 838.18.18

S.O.S. MÉDECINS
707.77.77 et 337.77.77

POLICE (Commissariat)
5-7 rue Victor Hugo -
93500 Pantin
Tél. 845.05.35

SAPEURS POMPIERS
16 rue Cornet - Pantin
Tél. 845.06.37

NOURRICES (Service des)
Parc des Courtilières -
93500 Pantin
Tél. 837.59.34

HYGIENE MENTALE
(Dispensaire)
28 rue Ste Marguerite
Tél. 845.31.49

A.C.M.S. Médecine
du Travail (secteur privé)
Association Interprofes-
sionnelle des Centres médi-
co-sociaux de la R.P.
132 av. Jean Lolive-Pantin
Tél. 845.00.39

SÉCURITÉ SOCIALE
Centre N° 57
1 rue V.Hugo - Pantin
Tél. 844.44.97

SÉCURITÉ SOCIALE
Centre N° 176-Courtilières
64 rue Ed.Renard- Pantin
Tél. 837.21.10

Heures d'ouverture :
8h30 - 16h

MÉDECINS GÉNÉRALISTES DE PANTIN

Monsieur AIM
49, avenue Jean Lolive -
Tél : 845.84.21

Monsieur BATTINO
44, rue Hoche - Pantin
Tél : 845.02.00

Monsieur BAXIOCCHI
95, avenue Jean Lolive -
Tél : 844.16.49

Monsieur BRAMI
4, rue de la Fontaine -
Tél : 837.44.48

Monsieur CAMARCAT
20, rue Magenta -
Tél : 845.12.53

Monsieur CHEVRIER
9, rue Étienne Marcel -
Tél : 845.88.08

Monsieur COLLET
47, avenue Édouard Vaillant -
Tél : 845.75.38

Monsieur FELCE
49, parc des Courtilières -
Tél : 837.44.21

Monsieur FLOUQUET
5, rue Delizy -
Tél : 845.12.09

Monsieur ISAL
137, avenue Jean Lolive -
Tél : 845.17.27

Madame JACQUES
88, avenue Jean Jaurès -
Tél : 845.15.68

Monsieur LAROZA
2, rue Courtois -
Tél : 845.10.47



Monsieur LARTIGUE
87, rue Jules Auffret -
Tél : 845.98.40

Monsieur LASCAR
36, rue du Prê-Saint-Gervais
Tél : 845.80.19

Monsieur LEVY
32, rue Jules Auffret -
Tél : 845.45.17

Monsieur MARIANA
135, avenue du Bois Prolongé
Tél : 845.27.28

Monsieur MEUNIER
4, rue du 11 novembre
Tél : 843.01.09

Monsieur MICHAUD
101, avenue Jean Lolive -
Tél : 845.53.17

Monsieur NISSANT
11, rue Delizy -
Tél : 845.93.82

Monsieur PERON
46, place de l'Église -
Tél : 845.01.45

Monsieur RAHON
13, rue Eugène et M.L. Cornet
Tél : 845.99.04

Monsieur REY
55, avenue Anatole France
Tél : 843.38.00

Monsieur ROUSSEL
73, rue Victor Hugo -
Tél : 845.73.68

Madame RUDANT
5, avenue Anatole France -
Tél : 845.60.31

Monsieur TRAMUS
11, rue Delizy -
Tél : 845.93.82

SPÉCIALISTES LIBÉRAUX SUR LA VILLE

Dermatologie
M. PAILLER
137, avenue Jean Lolive -
Tél : 844.68.68

M. BELLAICHE
52, avenue Jean Jaurès -
Tél : 845.27.14

Mme LAROZA
2, rue Courtois -
Tél : 845.10.47

Gynécologie
Mme TAUBE
137, avenue Jean Lolive -
Tél : 845.17.40

Ophthalmologie
M. GOERE
87, avenue Ed. Vaillant -
Tél : 845.28.61

M. MILLER
29, rue Ch. Auray -
Tél : 845.97.75

Mme ZANINI
9, rue Delizy -
Tél : 845.63.96

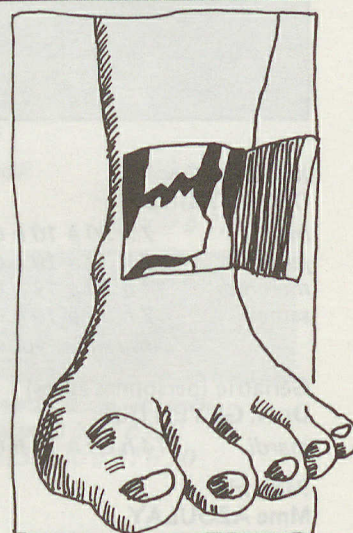
O.R.L.
M. BRIAND
101, avenue Jean Lolive -
Tél : 845.49.61

M. POIRSON
101, avenue Jean Lolive -
Tél : 845.49.61

M. HAMERY
91, avenue Ed. Vaillant -
Tél : 845.98.60

Pédiatrie
Mme DHOB
123, avenue Jean Lolive -
Tél : 843.47.96

Radiologie
M. BURRER et Mme HANN
6, rue du 11 Novembre -
Tél : 845.25.44



Rééducation et réadaptation
fonctionnelle-rhumathologie
M. PEYRONNET
33, rue du Pré-St-Gervais -
Tél : 845.65.22

LA NOUVELLE CONVENTION MÉDICALE UNE RÉGRESSION INACCEPTABLE EN MATIÈRE DE POLITIQUE SOCIALE

La nouvelle convention médicale vient d'être signée, son texte hélas sans surprise confirme les craintes que l'on pouvait avoir devant les exigences du patronat qui grâce au soutien du Syndicat F.O. a pu négocier avec une centrale syndicale médicale minoritaire : la FMF un texte qui reprend toutes les mesures antisociales qu'il désirait faire aboutir :

— enveloppe globale
— médecine double secteur
et les conséquences qui en découlent.

L'enveloppe globale, cela consistera pour les médecins conventionnés à limiter au maximum leurs prescriptions et leurs arrêts de travail afin que la dépense annuelle de la Sécurité Sociale ne dépasse pas un certain volume ; tout sera fait pour les persuader d'aller dans

ce sens, ils recevront régulièrement des relevés de la Sécurité Sociale (les Tableaux Statistiques d'Activités des Praticiens ou Profils) ou figureront les dépenses qu'ils auront ordonnées à leurs patients (honoraires, prescriptions médicales, indemnités journalières) ainsi que le coût moyen de la dépense médicale dans le département.

Les médecins considérés comme prescripteurs exagérés seront fortement incités à rentrer dans le rang sous peine de sanctions pouvant aller du déconventionnement au remboursement sur ses propres deniers des dépenses estimées non justifiées. Les médecins contrôleurs de la Sécurité Sociale promus au rôle de médecin Sécurex devront jouer au mieux leur fonction de dissuasion tant auprès de leurs confrères que des usagers. En

particulier tout arrêt de travail devra être motivé par une information du médecin traitant au médecin contrôleur qui sera seul juge de sa validité. Ce procédé profondément étranger à la pratique médicale française qui laissait au médecin traitant toute liberté d'appréciation quant aux modalités de traitement, porte en lui la source de conflits nombreux ou l'intérêt du malade aura certainement du mal à être respecté.

Un certain nombre de médecins seront tentés devant ces « pesanteurs administratives » de se placer hors convention et pratiqueront des honoraires libres ; apparaîtra alors une sélection par l'argent qui existait déjà avec la dernière convention médicale mais de manière négligeable alors qu'elle va devenir un phénomène important de la pratique médicale des années à venir. ▶

CE QUE VOUS AUREZ A PAYER A PARTIR DU 1er JUILLET 1980 AVEC LES MÉDECINS CONVENTIONNÉS.

NOUVEAUX HONORAIRES CONVENTIONNELS

	Échéance du 1/7/1980	Échéance du 5/1/1981	Échéance du 30/3/1981
CONSULTATION			
- GÉNÉRALISTE	46	50	—
- SPÉCIALISTE	68	70	—
- PSYCHIATRE	100	102	—
VISITE			
- GÉNÉRALISTE	60	—	63
- SPÉCIALISTE	78	—	81
- PSYCHIATRE	110	—	113
MAJORATION NUIT	90	—	—
MAJORATION DIMANCHE	70	—	—

(QUOTIDIEN DU MÉDECIN DU 27/06/80)

En ce qui concerne les consultations des centres de santé qui subissent un abattement injuste de 7 % imposé par les caisses de Sécurité Sociale, vous paierez :

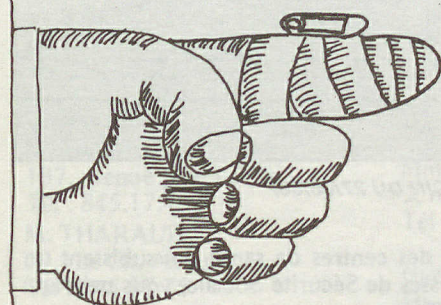
La consultation de généraliste : 37,20 Frs 100 %
La consultation de spécialiste : 55,80 Frs
La consultation de psychiatre : 85,56 Frs

De plus, vous pourrez bénéficier du tiers payant. Là, ne sera à votre charge que le ticket modérateur qui s'élève :

Pour la consultation de généraliste : à 9,30 Frs
Pour la consultation de spécialiste : à 13,95 Frs
Pour la consultation de psychiatre : à 21,39 Frs

▷ Ainsi les couches sociales les plus modestes auront accès à une médecine où les médecins en dehors de tout problème de probité professionnelle, seront soumis à une pression de la part des organismes de Sécurité Sociale dirigés par le patronat, pour exercer une médecine la plus économique possible. Il s'en suivra qu'on le veuille ou non, un retard certain à la prise en charge des malades ; or que ce soit en matière de cancer comme pour beaucoup d'autres maladies : maladies infantiles ou dépressions nerveuses en particulier, si fréquentes de nos jours, seuls des soins précoces peuvent permettre un retour rapide à la santé et une absence probable de séquelles. Lorsqu'on sait qu'actuellement tous ces risques ne sont pas encore parfaitement pris en main, l'on peut craindre pour le futur, la réapparition de formes graves de maladies que la pratique médicale de ces quinze dernières années avaient réussi à faire considérablement régresser (tuberculose, lésions cardiaques du rhumatisme articulaire aigu, ostéomyélite, etc.)

Il importe donc que dans les semaines et les années à venir se mette en place une lutte pour la reconquête de la Sécurité Sociale par ses usagers, pour que cet organisme social redevienne ce qu'il n'aurait jamais dû cesser d'être, c'est à dire, une incarnation de la solidarité nationale en ce qui concerne la santé, problème crucial s'il en est pour nos



Aujourd'hui, la santé est en danger, tous les acquis de ce secteur gagnés petit à petit au lendemain de la guerre sont remis en cause.

25 Juillet 1979 : Attaque gouvernementale... Journée noire pour la santé !

Les mesures prises au cours du Conseil des Ministres du 25 Juillet 1979,

concitoyens et cela non à un niveau minimal mais au contraire par l'ouverture à tous, de possibilités de soins de haute qualité venant atténuer dans la mesure du possible ce que les autres inégalités socio-économiques pouvaient avoir d'insupportables.

Pantinois, pantinoises, usagers de la sécurité sociale, il est plus que jamais nécessaire d'exiger le retour de la sécurité sociale à sa vocation première d'instrument de protection de la santé tant sur le plan de la qualité des soins que chaque citoyen est en droit d'exiger, qu'au niveau des prestations sociales

sans lesquelles le droit de se soigner n'est qu'illusoire.

Exprimez votre mécontentement et joignez votre protestation à toutes celles qui vont s'élever dans les semaines à venir pour obtenir l'élaboration d'une Convention Médicale et d'une politique de santé qui prenne en compte les besoins réels de la population tant sur le plan des soins que de la prévention.

Dr MONTEILLARD - CALAS Jean
Médecin Chef
des C.M.S. Municipaux de Pantin.

NOUS AVIONS
DES MÉDECINS UN PEU
HOMMES D'AFFAIRES.
IL NOUS FAUT À PRÉSENT
DES HOMMES D'AFFAIRES
UN PEU MÉDECINS,
SI NOUS VOULONS QUE
LA MÉDECINE SOIT UNE
AFFAIRE RENTABLE

BRAVO!

BIEN!

JUSTE!

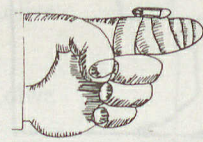
C.N.P.F

Wolinski

LA SANTÉ, AUJOURD'HUI EN DANGER

ne font qu'aggraver cet état de fait. Le Conseil des Ministres a défini les moyens à mettre en œuvre pour bloquer les dépenses d'assurance maladie. Voici ces principaux moyens :

● 1)... les hôpitaux doivent respecter les budgets primitifs ; en matière d'investissement les programmes non engagés seront réexaminés. Pour l'avenir, de façon à respecter les normes de croissance des dépenses, une règle nouvelle sera appliquée : le coût de fonctionnement supplémentaire résultant des investissements nouveaux devra être gagé par des économies réalisées notamment par la réduction des dépenses de fonctionnement ou la suppression de lits sous-utilisés...

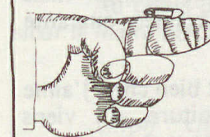


Conséquences : Ainsi 10 000 lits doivent être supprimés pour la seule année 1980. 100 000 au cours du VIIIe Plan (1980 - 1985). Les effectifs sont visés dans les mêmes proportions. De plus s'institue une rotation extrêmement rapide des malades avec un encouragement à l'hospitalisation à domicile mais sans les moyens nécessaires. La gestion des établissements publics et privés de santé sera contrôlée plus strictement.

Dans ces conditions, limiter les

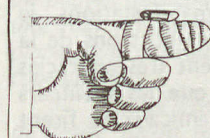
▷ dépenses de santé entraîne à plus ou moins longue échéance l'asphyxie des centres de santé. Déjà pénalisés par les abattements de tarifs, comment pourront-ils faire face à l'accroissement continu des charges si les recettes restent bloquées et diminuent ? 50 ont fermés en région parisienne ces dernières années.

● 2)... Pour les médecins, la sauvegarde du mode d'exercice libéral de la profession, implique la maîtrise des coûts. A partir de 1980, une règle nouvelle sera appliquée : globalement, les dépenses résultant de l'exercice de la médecine, qui comprennent le montant total des honoraires perçus par les praticiens et le coût de leur prescription, seront plafonnées. La négociation d'un nouveau dispositif de fixation des honoraires sera entreprise...

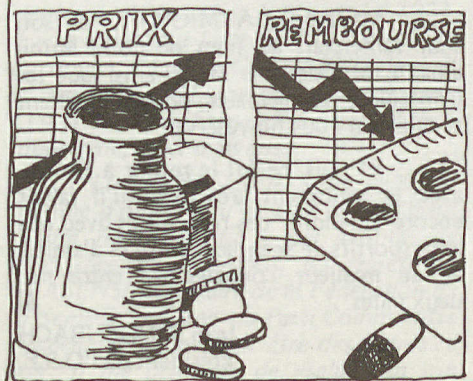


Conséquences : La convention qui intervenait entre le corps médical et les 3 caisses de Sécurité Sociale a pris fin le 1er mai. La nouvelle convention signée par une minorité de médecins instaure 2 types de médecine : une médecine de riches ; une médecine de pauvres en créant deux catégories de praticiens. La première convention sera tenue de modérer les prescriptions dont le volume global servira à la fixation des honoraires, la seconde, aux tarifs libres laissera donc une plus grande part de la somme payée à la charge de l'assuré.

● 3)... Le Conseil des Ministres a approuvé un programme de mesures proposé par le ministre de la santé, visant à lutter contre les soi-disant «abus» constatés notamment en ce qui concerne la délivrance de médicaments et à renforcer le contrôle sur les arrêts de travail. Un projet de loi rendant obligatoire l'assurance individuelle des conducteurs et de leurs passagers allégera la Sécurité Sociale de la charge des accidents de la route...

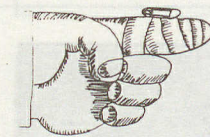


Conséquences : Le taux de remboursement de certains médicaments a largement diminué, celui des traitements comme les cures thermales, les frais d'ambulance sont passés de 100 à 70 %, c'est une nouvelle charge pour les familles.

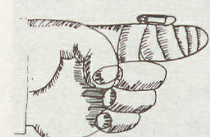


Pour les médecins c'est prescrire moins d'arrêts maladies, sinon ils se verront sanctionnés par les Caisses. De plus, les heures de sortie seront désormais limitées de 10 à 12 heures pour le matin et de 16 h à 18 h pour l'après-midi.

● 4)... Un programme d'économie de gestion portant sur les organismes de Sécurité Sociale et les mutuelles sera mis en œuvre...



Conséquences : C'est l'instauration du ticket modérateur d'ordre public qui interdit aux mutuelles, depuis le 1er Mai, de rembourser intégralement la part laissée par la Sécurité Sociale à la charge des assurés. Instauration du ticket modérateur venant après les hausses régulières des cotisations de Sécurité Sociale.



D'autres mesures découlant des précédentes sont intervenues :

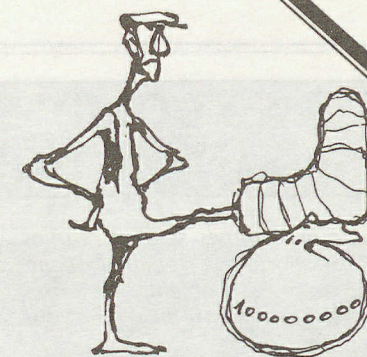
- La Sécurité Sociale est supprimée aux chômeurs depuis le 25 mars dernier, lorsque les indemnités ne sont plus perçues depuis 1 an. Le système contraint les plus défavorisés à recourir à l'assurance privée... à moins de se soigner, comme en témoignent les derniers chiffres indiquant un ralentissement du taux de progression des dépenses de santé.



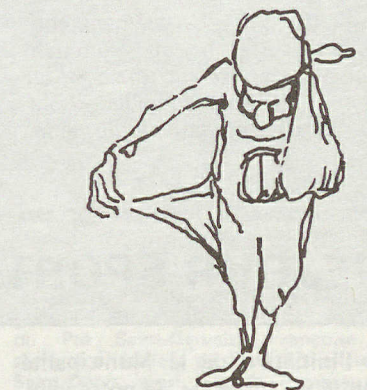
- Les retraités vont cotiser : A partir du 1er juillet, 1 % sera pris sur leur maigre retraite pour la Sécurité Sociale.

- Les personnes âgées paieront en cas d'hospitalisation, selon le cas, un forfait de 170 Frs par jour pour un long séjour (au-delà de 2 mois) et de 80 Frs, s'ils bénéficient de la longue maladie.

Il y a le fameux projet BERGER. Le projet, s'il était adopté vide complètement la Sécurité Sociale de son contenu. Selon ce projet, le Parlement fixe chaque année un seuil de dépenses. Si la Sécurité Sociale le dépasse, les cotisations et les impôts des salariés seront augmentés. Des taxes seront instaurées sur le tabac, l'alcool, la voiture, certains loisirs dits de «risques excessifs» comme le ski par exemple.



Dans le même temps, le projet de loi propose de faire payer des taxes élevées sur les malus et les motos, de porter la prime d'assurance de 6 à 12 %. De plus pour chacun un contrôle serait complété au moyen de carnet individuel qui permettrait de fichier par l'informatique les arrêts maladies et les dépenses de santé de chacun.



Le 13 Mai 1980 : La riposte massive des travailleurs.

Devant cette avalanche de mesures néfastes pour les travailleurs, qui leur imposent désormais des choix, la manifestation du 13 Mai a été en l'occurrence un désaveu total et massif de la part de la population. De plus, grâce aux luttes de la population, la plupart des mutuelles refuse d'appliquer le ticket modérateur d'ordre public, le projet BERGER a été retiré de l'ordre du jour de l'Assemblée Nationale. Le gouvernement est donc mis en échec. Mais il faut aller plus loin pour que les acquis ne soient pas bradés par la politique giscardienne. Se soigner doit rester un droit accessible à chacun et non pas devenir le luxe de quelques-uns.

La journée du 23 Mai a été une nouvelle étape dans la riposte pour défendre le droit à la santé, avec la participation des syndicats de médecins qui avaient fermé leur cabinet ce jour-là.

Vie Locale

COMPTE-RENDU ANIMATION FEMMES

Quelques femmes se sont réunies le 8 mai à la bibliothèque Romain Rolland pour parler de leurs problèmes, emprunter des livres répondant aux questions qu'elles se posent.

Les bibliothécaires pensaient partir du thème : «La femme et le travail». Aucune introduction n'a été nécessaire. Un riche dialogue s'est immédiatement instauré.

Certaines femmes exerçaient une activité professionnelle, d'autres pas.

Toutes constataient avec tristesse combien dans ces cités des Courtilières, il était difficile d'établir des contacts avec les autres.

Les enfants ? - Un élément enrichissant dans leur existence mais comment trouver une place en crèche, une nourrice compétente ? Quelle est la meilleure solution pour le développement du jeune enfant ?

Celles qui restaient à la maison auraient souhaité pouvoir «souffler» quelques heures, laisser leur enfant dans une halte-garderie, pouvoir participer à certaines activités organisées par la maison de quartier (poterie, etc...) -Paris est loin ; la coupure des deux heures (14 h - 16 h) ne permet pas à celles qui ont des enfants d'être de retour pour la sortie des classes.

Comment vaincre l'isolement ?

La discussion était animée et l'on ne sentait pas un fossé entre la femme qui travaillait et celle qui restait à la maison. Le travail : un choix ? Certaines avaient recommencé à travailler, le mari au chômage.

D'autres cherchaient vainement un emploi, depuis quelques mois. Une d'entre elles exprimait ses réticences par rapport au travail féminin : «Nous, femmes, sommes mal payées ; nous avons peu de chance d'obtenir une promotion. Seul un homme a de l'avancement».

Le partage des tâches ? Oui bien sûr, les maris aident. Mais : «mon mari est si fatigué que j'ai des scrupules, le soir, à lui demander de m'aider» dit l'une d'entre elles : «il faudrait travailler moins».

Les horaires aménagés ? Bien sûr, cette solution peut nous arranger mais nous continuons à travailler quarante heures.

Les loisirs ? C'est bien cher. J'aime surtout prendre la voiture. Je viens d'avoir le permis : maintenant je me sens plus libre. Je peux emmener les enfants au parc de la Courneuve».

Il est impossible de retraduire complètement ces paroles de femme mais une volonté d'une vie meilleure apparaissait. Les jeunes femmes ont emprunté des romans, des documentaires. Nous nous sommes promis de donner un prolongement à la journée : rencontre avec un écrivain, débat autour d'un thème qui les préoccupe : le travail, la famille, les enfants, l'école ? ■

Au cours de ce meeting, une rencontre de basket fut organisée pour le lendemain contre une sélection scolaire. Match où nos jeunes basketteurs devant toute l'école réunie et très avertie de ce sport se montrèrent sous leur meilleur jour en dominant cette rencontre. Au cours de toutes ces manifestations, je dois dire que fanions et écussons de la ville et de l'O.S.P. furent très appréciés des jeunes italiens et que les meilleurs sentiments sportifs et amicaux se firent jour.

Reçus en fin de séjour par Mr le Maire de Scandicci, celui-ci nous exprima toute son amitié et évoqua les liens fraternels unissant Scandicci à Pantin et chacun recevait un cadeau souvenir.

Madame LARMIGNAT, à son tour remerciait au nom de notre Municipalité Monsieur le Maire ainsi que les Conseillers Municipaux pour l'excellent accueil qui nous fut réservé.

Et puis, ce fut le retour à Pantin, avec le sentiment très net, qu'il fallait encore améliorer ces rencontres avec nos amis sportifs de Scandicci, sources d'amitié et de meilleure connaissance entre nos deux villes.

Jean RINGENBACH
Président de l'O.S.P.

Lucien SACLIER, doyen du Conseil Municipal a récemment donné démission de sa responsabilité de maire-adjoint.

Le Conseil Municipal réuni le jeudi 5 Juin 1980 dernier, a élu Monsieur André DUBREUIL pour lui succéder au Bureau Municipal.

Vendredi 25 Avril, une réception était offerte en l'honneur de Lucien SACLIER, au cours de laquelle Jacques ISABET, Maire, Conseiller Général, a tenu à le féliciter pour sa longue carrière, tout comme Jacqueline CHONAVEL, député du secteur, retenue par ses nombreuses obligations qui avait envoyé un message.

Au cours de cette réception, Monsieur le Maire devait déclarer notamment :

«Mon cher Lucien, Madame, Mesdames, Messieurs, Mes chers collègues, je suis obligé de dire que c'est avec une certaine émotion que j'ai reçu la lettre que me remettait Lucien SACLIER pour m'annoncer son désir de démissionner de son poste de maire-adjoint.

S'il en est ainsi, c'est que Lucien tient dans notre ville, dans notre Municipalité, une place importante. Du fait de sa responsabilité de maire-adjoint, bien sûr, mais je dirais aussi, et surtout, du fait de sa personnalité. En clair, tous les élus, le personnel communal, la population, les cadres communaux, sont très attachés à Lucien et il le mérite.

J'ai tenu à souligner devant le Bureau Municipal et le Conseil Municipal, combien il était courageux de la part de Lucien SACLIER de remettre sa démission afin de permettre l'élection d'un jeune maire-adjoint. C'est courageux quand on connaît la vitalité de Lucien malgré ses bientôt 86 années. Une vitalité qui l'amène à être au courant de tout dans notre Municipalité. Une gentillesse aussi qui l'amène à être toujours disponible, qu'il soit sollicité pour une signature ou un paquet de signatures, pour participer à une réunion, pour assurer un mariage à la place d'un collègue empêché, Lucien dit toujours oui.

Cela m'amène d'ailleurs à dire que de toute façon restant Conseiller Municipal, Lucien restera un actif parmi nous, et j'espère que nous continuerons à le voir aussi souvent qu'il le pourra dans la mairie et qu'il va de soi que je lui conserve une délégation de signatures.

Lucien a été élu Conseiller Municipal pour la première fois en avril 1923, il y a donc tout juste 57 ans. En qualité de doyen d'âge du Conseil Municipal, il a remis leur écharpe de maire à Jean LOLIVE et à Fernand LAINAT et à moi-même, voici trois ans.

Lucien SACLIER, c'est aussi un homme d'union et à ce titre je tiens à lui rendre hommage. Et je me permets de vous dire à ce propos, les regrets de F. ASENSI, secrétaire de la Fédération de la Seine-Saint-Denis du Parti Communiste Français de ne pouvoir être des nôtres ce soir. Il me demande de «saluer en son

Vie Locale

Lucien Saclier 57 ANS DE DÉVOUEMENT AUX PANTINOIS



nom, Lucien SACLIER, militant intègre qui a servi sans répit la cause du socialisme et a su trouver auprès des militants communistes les compagnons de route qui l'estiment et le remercient».

Fernand LAINAT, je n'en doute pas, partage ce point de vue.

Étaient également présents à cette amicale réception, Michel BERTHELOT, conseiller général, Marcel DEBARGE, sénateur-maire du Pré Saint-Gervais, Françoise FARRE, secrétaire fédérale du Parti Socialiste de Seine Saint-Denis, ainsi que de nombreux élus du Conseil Municipal, chefs de service et représentants des associations locales. ■

INSCRIPTIONS DANS LES RESTAURANTS SCOLAIRES

AVANT LA RENTRÉE DES CLASSES vous devez, même si votre enfant déjeunait déjà à l'école cette année, FAIRE UNE DEMANDE D'INSCRIPTION AU RESTAURANT SCOLAIRE.

Des imprimés d'inscriptions ont été remis à l'école, vous pouvez également les remplir en Mairie au Service Enseignement (ou à la permanence des Courtilières).

Les tarifs sont calculés en fonction des ressources et s'échelonnent de 1,50 Frs à 9 Frs (pour les personnes dont le quotient familial est supérieur à 2 200 Frs par personne).

Il faut rappeler qu'un repas revient actuellement à la commune à 16 Frs.

Si vous voulez bénéficier du tarif dégressif, vous devez vous présenter en Mairie,

Service Enseignement
du lundi au vendredi
8 H 30 à 12 H 15 et de 14 H à 17 H 45

et le samedi
de 8 H 30 à 12 H 15
ou à la Maison Pour Tous
avenue des Courtilières
les mardis de 9 H 30 à 12 H 30
et les samedis de 9 H à 12 H
en Juin ou la première quinzaine de Septembre.
Munis des pièces suivantes :

- livret de famille
- fiches de paie des 3 derniers mois de toutes les personnes vivant au foyer.
- dernier bulletin des allocations familiales.
- toute autre pièce justifiant vos ressources des 3 derniers mois, (forfait pour les commerçants, indemnités versées par la Sécurité Sociale, l'assédic, pension, aide sociale à l'enfance...)
- quittance de loyer, l'état de remboursement de la dette pour accession à la propriété. ■

Vie Locale

ENFANTS DE PANTIN le Conservatoire de Musique existe pour vous !

Depuis qu'il est né, des centaines de jeunes pantinois - et aussi des adultes - ont pu acquérir une pratique musicale.

C'est d'ailleurs, l'un des rares moyens encore accessible puisque pour l'essentiel, la musique a disparu de l'enseignement à l'école.

Écouter, jouer, en faire pour son plaisir, pour communiquer avec d'autres, la musique appartient à tout le monde.

C'est pour cela que la Municipalité a créé le conservatoire, et qu'elle en assure le fonctionnement.

PÉDAGOGIE RECHERCHE ET CRÉATION

Le Conservatoire Municipal de Musique donne aux enfants et aux adultes, sans limite d'âge, une formation musicale qui peut couvrir dix siècles de musique. Trois sortes de cours y sont dispensés : chaque élève suit obligatoirement un cours de groupe et un cours d'instrument.

1) Des cours d'instruments (de 20 mn à 1 heure) :

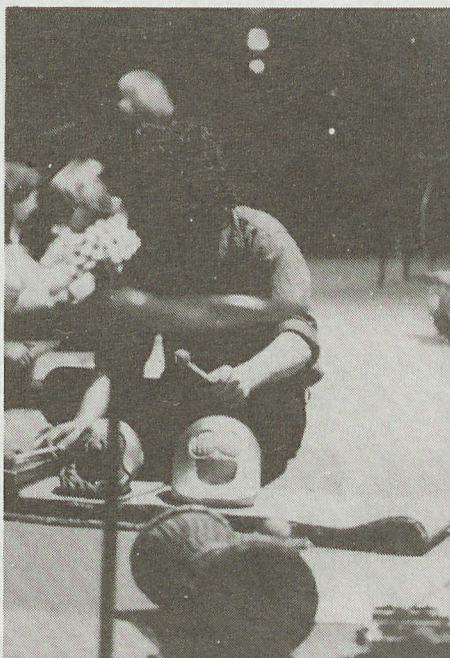
L'élève travaille individuellement et en petit groupe avec le professeur.

2) Des cours de groupe (8 à 15 élèves) organisés suivant l'âge et le niveau musical des participants (1 h 30 à 2 heures) :

- jardin musical de 3 à 6 ans : approche du monde sonore à travers des instruments simples, le corps, la voix et à partir de jeux collectifs.

- éveil musical (1 h 30) : développement de la perception, connaissance des composantes du son, organisation des vocabulaires sonores, jeux musicaux d'ensemble, conçus pour les élèves et par eux-mêmes, faisant appel aussi à des moyens gestuels, graphiques, électroacoustiques, initiation aux musiques et aux notations classiques.

- ateliers de réalisation (2 heures) : qui prolongent et approfondissent le travail d'éveil, connaissance et pratique des différents styles musicaux et leur système de notation, improvisation, réa-



lisation de partitions, là aussi en relation avec un travail gestuel, théâtral et électroacoustique et l'instrument qu'ils ont choisi.



3) des cours spécialisés :

Destinés aux élèves qui veulent approfondir leur formation théorique et pratique, analyse, esthétique, rythmicité comparée, théâtre musical, musique ancienne, etc...

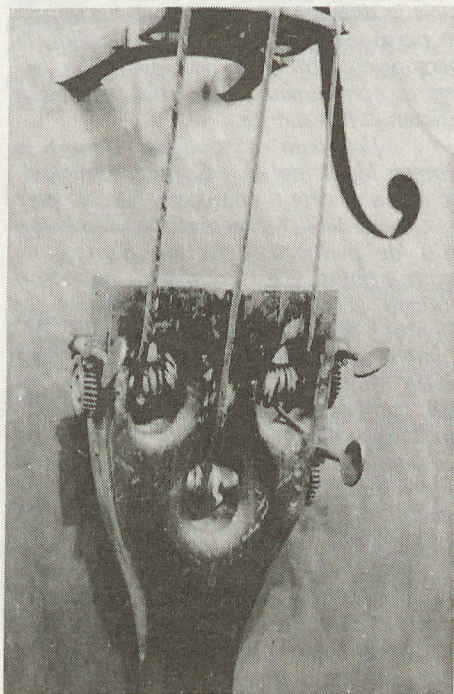
Fréquemment et régulièrement au cours de l'année, les élèves réalisent en public individuellement ou en groupe, des pièces classiques, contemporaines, des improvisations structurées. Les mani-

festations d'élèves leur permettent de vérifier ce qui est acquis, ainsi que de se confronter au jeu en public, et elles permettent aux parents et amis de mieux comprendre le sens de notre pédagogie.

Un studio de musique électroacoustique, mettant la formation de techniciens et de compositeurs amateurs et professionnels.

Cours proposés :

Jardin musical (3 - 6 ans), Éveil (6 - 10 ans), Réalisation, Analyse, Écriture, Esthétique, improvisation, Ateliers, Musique Ancienne, Rythmicité comparée, Théâtre musical, Travail corporel, Alto, Clarinette, Clavecin, Contrebasse, Electroacoustique, Électronique, Flûte, classique, Guitare folk, Électrique, Luth, Percussion, Piano, Trompette, Violon, Violoncelle, Voix.



Michelle Irarégui

Réinscriptions du 2 au 23 juin
(pantinois et non pantinois)

du 23 juin au 30 septembre
(Nouvelles Inscriptions)

Mercredi 11 H - 16 H
Jeudi : 15 H 30 - 19 H 30

Secrétariat : 2, rue Sadi Carnot - Pantin
Tél : 845.78.78

Prix de l'inscription : de 110 Frs à 950 Frs, selon le quotient familial et le nombre d'enfants d'une même famille.

Vie Locale

LE 8 MAI N'A PAS ÉTÉ OUBLIÉ !

La commémoration du 8 mai, correspondait cette année au 35ème anniversaire de la capitulation nazie de 1945.

Les associations d'anciens combattants, la population, la municipalité, souhaitent que cet anniversaire ne soit pas oublié, malgré la timidité complaisante, de la célébration officielle du côté gouvernemental.

Nombreux étaient les pantinois réunis en soirée dans la cour de la mairie, en présence de Jacques ISABET, Maire, Conseiller Général, entouré de Monsieur HANAU, Président du Comité d'Entente des Anciens Combattants.

Suite à l'allocution de Monsieur Hanau, Jacques Isabet, après avoir salué et remercié les personnalités présentes, déclarait notamment :



« Il y a 35 ans, l'Allemagne nazie capitulait sous le choc conjugué des alliés et des mouvements de résistance dans les pays occupés.

La grande bourgeoisie française avait préféré Hitler au Front Populaire, les « hordes nazies », la « peste brune » contre les peuples.

Il a fallu cinq années de souffrances, d'asservissement et de durs combats pour terrasser enfin la « bête immonde ».

Nous ne pourrions, nous ne devons jamais oublier quel horrible génocide fut perpétré avec l'assentiment, le soutien des affairistes et des



trusts.

C'est le sens de la commémoration du 8 Mai 1945... »

Ensuite rappelant le rôle que jouent la France, l'Allemagne et leur allié commun les U.S.A. dans le monde pour établir un large consensus pour le plus grand bénéfice des puissances d'argent, et après avoir remercié les enseignants de 12 classes de Pantin qui sont allés visiter l'exposition qui se tenait en Préfecture, il concluait :

« ... Aujourd'hui, mener l'action pour que le 8 mai soit une fête nationale fériée n'est donc pas affaire d'opportunisme ou combat d'arrière garde.



C'est en réalité faire échec aux tentatives du pouvoir et de la grande

bourgeoisie française dans une sorte de fatalisme qui conduirait à des gestes insensés.

Oui, il faut agir contre les atteintes aux libertés démocratiques, pour le mieux être social, contre le système capitaliste lui-même.

C'est en agissant contre les racines du mal sans relâche, que nous défendrons le mieux et le plus durablement la paix dans le monde et notre indépendance ».



Des gerbes de fleurs furent déposées au monument dans la cour de la mairie, et à la plaque dans le hall. Madame Jacqueline CHONAVEL, député du secteur avait transmis une gerbe.

Des médailles de la croix du combattant furent également remises à cette occasion.

Vie Locale

À PROPOS DES CONSEILS D'ÉCOLES... (SUITE)

Au nom du Conseil local F.C.P.E. et au nom des élus des Comités de Parents des Écoles Ch. Auray et P. Langevin, j'aimerais répondre à la lettre des Enseignants de Jean Lolive parue dans le dernier « Ensemble à Pantin ».

En préambule, je tiens à dire que l'École étant publique et Laïque elle n'est pas la possession des seuls enseignants. Les usagers de ce service public doivent avoir sur elle, non pas un droit d'orientation pédagogique, mais pour le moins un droit de regard quant à son fonctionnement matériel et intellectuel.

Bien sûr, les parents connaissent le dévouement et la conscience professionnelle des enseignants, et surtout n'en doutent pas.

Mais pourquoi, ces parents soucieux de l'éducation de leurs enfants devraient-ils confier ceux-ci les yeux fermés à une école envers laquelle ils ne pourraient se montrer critiques.

Pour en revenir directement au texte des Enseignants de Jean Lolive, voici notre contribution à ce débat :

1) Le Ministre Haby a, pour faire glisser ses couleuvres, placé dans sa réforme certains textes que les parents et, une grande catégorie d'enseignants, réclamaient depuis longtemps. Ainsi en est-il des Comités de Parents et des Conseils d'Écoles. Depuis de nombreuses années la F.C.P.E. estime que la concertation

de tous (enseignants, parents, employés municipaux, fonctionnaires) avec le désir de compréhension des problèmes de chacun est le meilleur rempart contre les attaques portées à l'école publique et laïque par les tenants de l'enseignement dit « libre ».

2) Définitions du dictionnaire :

- Pédagogie : Science de l'éducation et de l'instruction ; méthode d'enseignement.
- Pédagogue : Personne qui instruit et élève les enfants ; personne qui a l'art de l'enseignement.

Bien sûr, les parents peuvent être laissés de côté lors des discussions sur les orientations pédagogiques de l'école. Mais comme M. Jourdain faisait de la prose, le parent fait, lui, tous les jours de la pédagogie. C'est pourquoi, sans que les parents soient les « décideurs » au sein de l'école, du moins pourraient-ils être entendus sur ce sujet par le corps enseignant. C'est tout ce que nous demandons.

3) Il ne faut, en aucun cas, que notre École vive sur elle-même, ainsi elle se couperait des réalités du monde qui l'entoure. De ce fait, elle perdrait une grande partie de sa mission. Les parents peuvent être par le biais du « Conseil d'École » l'une des ouvertures sur le monde actuel. La mission de l'École est d'éduquer et d'instruire les hommes et les femmes qui formeront le monde de demain, aussi ne doit-elle pas se couper des réalités sociales et professionnelles de la société actuelle.

4) La participation d'un représentant municipal au Conseil d'École est pour nous une nécessité. Pour comprendre et apprécier les besoins des écoles dans nos villes (bâtiments, personnel, matériel), il semble indispensable que la Mairie ait en mains toutes les données des problèmes. Nous ne pensons pas que la Municipalité ait la possibilité ou même le désir de transformer le Conseil d'École en bureau directeur de l'établissement, car elle lutte avec nous et avec les enseignants pour les mêmes objectifs.

Ne faisons pas le jeu de ceux qui guettent l'École Publique comme une proie, pas de désaccord entre parents et enseignants.

POUR TOUTES PUBLICITES R.D.P.93

Cité Gaston Roulaud
Rue Roger Salengro, 93700 Drancy

tél. 830.03.62
Christian FYOT



Société Générale

LA BANQUE FRANÇAISE ET INTERNATIONALE
Société anonyme au Capital de 933.120.000 Francs

AGENCE DE PANTIN

38, avenue Jean-Lolive
LUNDI - MARDI - JEUDI de 9 à 12 h. 15 et de 13 h. 30 à 16 h. 30
MERCREDI - VENDREDI de 9 à 16 h. 30 sans interruption

BUREAU DE PANTIN PALESTRO
207, avenue Jean-Lolive, 207
93500 PANTIN

tél (1) 845 10.34

BUREAU DE PANTIN-COURTILLIÈRES
70, parc des Courtillières, 70
93500 PANTIN

tél (1) 837 44.50

Vie Locale

BONS ANNIVERSAIRES



Monsieur Jacques ISABET avec les résidents de la Maison de Retraite Communale.



Façon originale de souhaiter les anniversaires.

Monsieur le Maire a été invité par un groupe d'une vingtaine de personnes dont les anniversaires se situaient dans le mois, à venir parler des problèmes qu'il rencontre à la direction de la commune.

Un dialogue sur la vie de nos anciens à Pantin pendant leur vie active et les conditions actuelles imposées aux habitants s'est engagé.

Puis il a été invité à partager le repas choisi par les résidents eux-mêmes, exécuté par les cuisiniers de l'Établissement et dégusté comme savent le faire les personnes du 3ème âge.

CYCLO-CROSS DE PANTIN

Dans le cadre d'une exposition publique organisée par les grands magasins du PRINTEMPS à Paris (avec le concours de la Fédération Française Handisport et de la Fédération Française de Cyclisme), les couleurs du CYCLO-SPORT DE PANTIN ont été retenues parmi d'autres, pour représenter le Comité Ile de France.

Le maillot de course de Cyclo-Sports est donc actuellement exposé et le nom de ce club fréquemment cité lors des manifestations journalières.

RATP

La R.A.T.P. nous fait savoir que l'installation d'abris publicitaires dans la commune fait actuellement l'objet d'une étude. Dans les propositions qui ont été faites, la R.A.T.P. a retenu l'équipement de l'arrêt « Charles Auray » de la ligne 130, en direction de La Courneuve.

En ce qui concerne la création d'un arrêt supplémentaire entre les arrêts « Charles Auray » et « Candale », en direction opposée, elle ne peut être favorablement envisagée en raison de la faible distance séparant ces deux points. En outre le parcours à pied des élèves qui fréquenteront le futur C.E.S. dont l'ouverture est prévue à la rentrée prochaine, pour rejoindre cette ligne, n'excèdera jamais 200 m, ce qui ne saurait être considéré comme excessif.



écrivez-nous

Service Information MAIRIE DE 93500 PANTIN

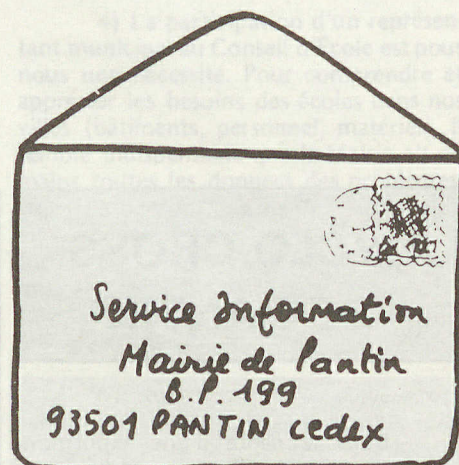
Cité des Auteurs

Les locataires de la cité des Auteurs vous remercient pour les travaux que vous avez faits effectuer en remplacement des vieux lampadaires de l'avenue de Thalie, nous sommes conscients des lourdes charges financières que cela représente sur le budget de la commune. Maintenant la nuit peut venir, sans que nous soyons effrayés à l'idée de sortir, l'éclairage étant parfait nous pensons que les voleurs ou autres vandales ne viendront plus nous visiter.

Toutes les personnes contactées vous remercient par leur signature et vous assurent Monsieur le Maire sans oublier le Conseil Municipal, de leur profond respect et sincères salutations.

Courtilières

Ayant été absent de chez moi, pendant trois semaines pour une intervention chirurgicale, j'ai eu à mon retour l'heureuse surprise de voir que vous aviez tenu compte des deux lettres que je vous avais adressées, au sujet du trottoir, face à la pharmacie Laudet aux Courtilières et vous en remercie tant pour moi, que pour tous ceux qui traversent l'avenue à cet endroit. Il reste encore la souche d'arbre au passage, face au C.E.S., mais c'est tout de même moins dangereux que les pierres qui dépassaient à l'autre.



Veuillez préciser dans le courrier que vous nous adressez, si vous souhaitez ou non que vos nom et adresse soient mentionnés.

MAIRIE DE PANTIN

843.61.66

ALLO... ALLO...

ILOT 27

Dans le cadre de la mise en location de nouveaux logements de l'îlot 27, nous vous informons que

des permanences d'accueil d'économie familiale de la Caisse d'Allocations Familiales

vont être organisées les jeudi et vendredi de chaque semaine dans les locaux du 20, rue Scandicci.

le JEUDI : La conseillère en économie familiale accueillera les familles qui le souhaitent pour les aider à réaliser des travaux de couture et de bricolage. Un service de prêt de matériel sera mis en place où seront mis à disposition : machine à coudre, perceuse, aspirateur, table à encoler.

de tout... ...UN PEU

Le VENDREDI :
Elle assurera une permanence et répondra à toute demande individuelle ; elle se rendra à domicile dans le cas où les personnes ne pourraient se déplacer.

LOTISSEMENT

Je suis Maire d'une petite commune rurale de 589 habitants ;

Ma commune a réalisé un petit lotissement

de 11 lots, où, par suite du dur contexte économique, nous n'arrivons pas à vendre nos lots sur notre région, et cette vente, pour la commune, est d'un intérêt vital ; mais un tel lotissement (frais engagés) pourrait peut-être intéresser vos employés ou vos habitants et si vous pouviez le faire connaître. Voici quelques renseignements : Le lotissement comporte 11 lots de 10,5 ares en moyenne au prix de 19 000 F le lot.

ENSEMBLE A PANTIN

composition - maquette : service Information de la ville de Pantin - Photos : service Audio-Visuel Bulletin édité par la S.E.P. 93 (822.33.88) Publicité RDP 93- 830.03.62 (Christian Fyot) Imprimé par ADP - Distribué par Difest -

Ces lots sont totalement équipés (eau - égout - électricité). Bantanges est à 380 kms de Paris, en Saône et Loire, à 16 kms de la sortie de Tournus, de l'Autoroute A6 et à 9 kms de Louhans. Le lotissement est sur un coteau dominant une rivière poissonneuse : La Seille (300 m du lotissement). Pour tous renseignements téléphoner en Mairie, de 9 h à 12 h au (85) 74.21.09.

NOCES D'OR

Un correspondant nous signale que Mr Georges BARROIS né à Paris XVème le 17.9.1908 et Melle Marthe GUITTON née à Couéron (Loire-Atlantique) le 8.08.1905 qui avaient été unis à Pantin le 23.4.1930, ont célébré leurs Noces d'Or, le Samedi 26 Avril 1980

SOCIÉTÉ D'URBANISME DE LA SEINE

S. U. S.

9, rue Frédéric-Bastiat, 75008 Paris

723 44 86

collecte - évacuation
postes de transfert
d'ordures ménagères
spécialiste de la collecte
hermétique intégrale

VOUS NE SEREZ JAMAIS SUR
DE FAIRE
UNE BONNE AFFAIRE
Si vous n'avez pas vu

DRAGON DECOR et ses PRIX

Grand choix de :
- PAPIERS PEINTS
- LINOS
- TISSU MURAL
- MOQUETTE - TAPIS

10.000 ROULEAUX DE PAPIER PEINT EN STOCK

à 10 F, 15 F, et 20 F le rouleau
(pour commande sur catalogue : REMISE 20 %)

30.000 M2 DE REVETEMENT DE SOL EN STOCK

- LINO (largeur 2m) à partir de 15 F le m2
- LINO (grande largeur) à partir de 34 F le m2
- DALLES THERMOPLASTIQUES à partir de 20 F le m2
- MOQUETTE (grande largeur) à partir de 15 F le m2

Pose par professionnels - Livraisons sous 24 H.

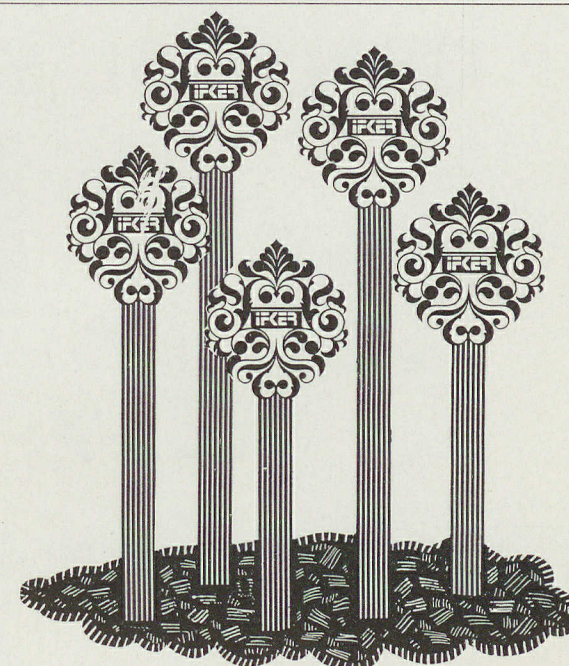
PRIX INCROYABLES EN PEINTURES

- 3 kg de "mat" vinylique 20 F
- 5 kg de laque 90 F
- 20 kg de "crépi" 120 F

68, av. Edouard Vaillant - PANTIN - (Métro 4 Chemins)
☎ 844.02.55

magasin ouvert en juillet et août

10 % de réduction sur toutes les moquettes
sur présentation de cette annonce



IFKER-PARIS
24 RUE DES PETITES-ECURIES 75010 PARIS TÉL. 247 13 84
IFKER-MARSEILLE
5 RUE GABRIEL-MARIE 13010 MARSEILLE TÉL. (91) 78 02 58
IFKER-NANTES
11 RUE DE STRASBOURG 44000 NANTES TÉL. (40) 47 16 90
IFKER-LYON
110 RUE DUGUESCLIN 69006 LYON TÉL. (7) 852 60 09
IFKER-BORDEAUX
65 RUE JUDAÏQUE 33000 BORDEAUX TÉL. (56) 96 78 61

Une organisation nouvelle à votre service pour mieux vous satisfaire dans le choix d'une salle de bain, douche ou cuisine.



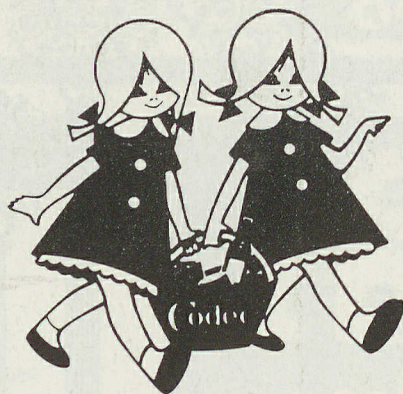
CARRELAGES
ET REVÊTEMENTS
DÉCORATIFS

BUREAUX et MAGASINS

42, rue Gutenberg
LE PRÉ-SAINT-GERVAIS
Téléphone : 844-01-10

HALL D'EXPOSITION :
29, rue Gutenberg.

CENTRAL SUPERMARCHÉ



UNA

codec

108-110, avenue Jean-Lolive - 93 Pantin

Métro : ÉGLISE DE PANTIN

845 85 37

un vrai Supermarché

“
DISCOUNT
”

ouvert du lundi au samedi